

Numéro 26 - 1er septembre 2019

**À l'élection fédérale 2019**

**Tout en oeuvre pour bâtir le Nouveau!**



**Le Canada « ouvert aux affaires »**

- **Grossier cri de guerre des riches**

**Les stratagèmes du gouvernement de l'Ontario pour payer les riches**

- **Pourquoi ne pas déclarer un moratoire sur le service de la dette et augmenter les investissements dans les programmes sociaux?**
- **Le projet de loi 124 élargit l'offensive antisociale contre le secteur public et ses travailleurs**

**Vigoureux rassemblement à Mackenzie, en Colombie-Britannique**

- **Les travailleurs et la communauté réclament des emplois et une nouvelle direction pour la foresterie**
- **Prendre la parole à la défense des travailleurs et de la communauté de Mackenzie et à la défense des droits de tous!**

**- Déclaration du Parti marxiste-léniniste du Canada -**

## **Pas de port pour la guerre! Faisons du Canada une zone de paix!**

- Non à Cutlass Fury 2019! Non aux navires de guerre des États-Unis et d'autres pays en eaux canadiennes!

*- No Harbour for War -*

### **Nouvelles en bref**

- Une opposition militante à la réunion du G7 en France
- Les Mexicains s'opposent aux tentatives des États-Unis de leur imposer un statut de « tiers pays sûr »
- Piquetage à Ottawa pour dénoncer les sanctions des États-Unis contre le Venezuela comme un crime contre l'humanité
  - L'Amazonie brûle
- Le gouvernement canadien rétablit certains services de visas pour les Cubains à son ambassade à La Havane
- Le gouvernement des États-Unis alloue des millions de dollars pour entraver la coopération médicale cubaine

*- Déclaration du ministère cubain des Relations extérieures -*

## **Cuba célèbre le 66e anniversaire du Mouvement du 26 juillet**

- L'assaut contre la caserne de la Moncada affirme l'histoire, l'indépendance et la cause de la paix et de la justice
- Isaac Saney, porte-parole national du Réseau canadien pour Cuba -*

## **XXVe Rencontre du Forum de Sao Paulo**

- Déclaration finale

## **Le but des falsifications sur les origines de la Deuxième Guerre mondiale**

- L'importance du pacte de non-agression signé par l'Union soviétique avec l'Allemagne nazie

*- Dougal MacDonald -*

## **Le 100e anniversaire du Traité de Versailles**

- Un traité interimpérialiste de repartage du monde

- Note aux lecteurs
-

## Tout en oeuvre pour bâtir le Nouveau!



- Pour donner une nouvelle direction à l'économie, arrêtons de payer les riches !
- Humanisons l'environnement naturel et social !
- Défendons les droits de tous !

Les vieux arrangements à la base du fonctionnement de l'économie et des institutions politiques sont en crise. La crise se manifeste sur tous les fronts. Elle est attribuable au conflit qui existe entre les conditions sociales modernes et une autorité périmée qui veut tout contrôler pour servir le gain privé. Cette vieille autorité refuse de permettre l'émergence d'une autorité nouvelle qui corresponde aux besoins de l'époque.

Les conditions sociales modernes ont créé une force productive humaine d'une capacité et d'un potentiel énormes. Cette force productive humaine doit par nécessité contrôler les fruits de sa production pour ramener les conditions sociales sous contrôle et faire en sorte que les politiques officielles répondent à ses besoins. En opposition à cette nécessité historique de bâtir le Nouveau, l'oligarchie financière s'est emparée du contrôle de l'État et de ses institutions pour s'assurer que la société n'ait pas comme but l'objectif moderne de satisfaire les besoins de ses membres et ne soit pas dotée d'une nouvelle autorité sous leur contrôle. Elle se sert des vieilles institutions en crise et de la richesse sociale qu'elle a expropriée des travailleurs pour éliminer tout ce qui fait obstacle à la satisfaction de ses intérêts privés.

Les conditions modernes d'une économie entièrement socialisée dont tous dépendent pour leur existence requièrent une autorité nouvelle. Elles requièrent de nouveaux arrangements qui correspondent à cette réalité. Une autorité moderne reconnaîtrait et garantirait les droits économiques, sociaux et politiques des membres de la société, droits qui leur appartiennent du fait qu'ils sont des êtres humains.

Les conditions d'une économie et d'une humanité socialisées requièrent que les travailleurs contrôlent leurs moyens de production et de distribution pour le bien de tous, pour garantir les droits économiques, sociaux et



politiques et le bien-être de tous. Contre cette nécessité se dresse une oligarchie financière qui s'est emparée du contrôle de l'économie socialisée et des institutions politiques et qui est obsédée par son désir de servir ses intérêts privés particuliers.

Au lieu d'assumer leur responsabilité envers tous les membres de la société, les autorités au pouvoir à l'échelle du Canada continuent de priver le peuple de ses droits économiques, politiques et sociaux. L'offensive néolibérale, antisociale et antinationale a engendré une inégalité économique énorme et mène à la négation des besoins fondamentaux de milliers de Canadiens. L'oligarchie financière a utilisé son autorité pour privatiser des avoirs sociaux afin d'accaparer les profits et intérêts d'entreprises pour servir ses intérêts étroits. La guerre, la répression et la surveillance sont devenues des moyens d'enrichir les quelques-uns par la production de plus d'armes et, avec le déploiement de mercenaires sur tous les fronts, l'élite dominante provoque des guerres et commet des crimes au lieu d'utiliser l'énorme capacité de la production moderne pour résoudre les problèmes qui existent sur les plans social et naturel.

### **Non à l'intégration du Canada à la sécurité intérieure des États-Unis ! Faisons du Canada une zone de paix !**



Les conditions modernes ont créé d'excellentes possibilités pour l'avancement des relations internationales de l'humanité sur la base de l'avantage, du développement et de l'amitié réciproques. Les gouvernements qui se sont succédé comme autorité ont privé le Canada de cette ouverture à des relations internationales modernes. Ils ont plutôt cédé la souveraineté du Canada à la sécurité intérieure des États-Unis et soumis le Canada à ce que les États-Unis appellent les privilèges et l'hégémonie mondiale de la nation « indispensable », ce qui permet à l'oligarchie financière de profiter des guerres et de la destruction déclenchées par l'empire américain « indispensable ».

Les gouvernements du Canada succombent à la demande de l'autorité américaine de détruire les concurrents dans toutes les sphères de l'économie, ce qui cause de grands dommages au secteur manufacturier, aux programmes sociaux et aux communautés du Canada et au mode de vie des peuples autochtones. Le rôle de valet obéissant des États-Unis n'est pas une option pour le Canada et l'intégration à l'économie et à la politique extérieure guerrière de l'impérialisme américain en quête d'hégémonie mondiale ne l'est pas non plus. Devant cet état de fait, les Canadiens doivent bâtir un puissant mouvement d'opposition à l'intégration du Canada à la sécurité intérieure des États-Unis pour faire du Canada une zone de paix.

### **Tout en oeuvre pour le renouveau démocratique !**

À l'élection fédérale qui arrive, le Parti marxiste-léniniste du Canada, le nom sous lequel le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) est inscrit auprès d'Élections Canada, continuera d'organiser les Canadiens dans la bataille pour le renouveau démocratique, pour qu'ils s'investissent eux-mêmes et maintenant du pouvoir de décider.

Le fait de parler ouvertement de leurs conditions de travail et de vie et de discuter des solutions aux problèmes auxquels ils font face est un nouvel arrangement. Lorsque vous parlez en votre nom, cela coupe l'herbe sous le pied aux partis cartellisés qui cherchent à faire des travailleurs des observateurs passifs des manigances électorales et les spectateurs d'un système dépassé qui portent

des élites au pouvoir qui « représentent » le peuple, qui parlent au nom du peuple et gouvernent au nom du peuple.

Les travailleurs peuvent et doivent rejeter la proposition qui leur est faite de se diviser en fonction des partis cartellisés et de leurs promesses, proclamées par des intérêts privés étroits et leurs machines électorales comme étant les enjeux des élections. Ces machines électorales sont elles-mêmes de puissants consortiums internationaux privés qui fabriquent des résultats électoraux en faveur des puissants intérêts étroits qui font appel à leurs services. Les citoyens peuvent s'engager sur une nouvelle voie qui sert leurs intérêts en exerçant un contrôle direct sur les décisions qu'ils prennent et en parlant en leur propre nom sur les choses importantes pour eux. Et cela comprend comment ils vont agir à l'élection 2019.



Dans la lutte pour l'émergence d'une personnalité démocratique moderne, il est décisif de parler en son propre nom. En s'engageant dans la bataille pour le renouveau démocratique du processus politique, les travailleurs et les jeunes peuvent apprendre comment mettre fin à la régression qui les étouffe. En se joignant à d'autres dans cette entreprise, ils peuvent donner à la société un objectif qui défende le bien-être de tous, qui humanise l'environnement naturel et social, donne un sens à la vie de chacun et leur procure une stabilité.

Le nouvel arrangement le plus crucial pour le peuple est de créer sa propre organisation politique qui lui permettra d'établir ses propres positions et de parler indépendamment des partis cartellisés et des intérêts privés étroits de l'oligarchie financière qu'ils servent.

Pour nous, la responsabilité commence chez soi ! Exprimons-nous contre l'irresponsabilité sociale, la destruction nationale, la détérioration de l'environnement et les préparatifs de guerre. Opposons-nous au discours facile de l'élite dirigeante qui cherche à justifier l'enrichissement des riches au nom de l'« avancement » de la classe moyenne ou de « choisir d'avancer » pour accaparer un plus grand morceau du produit social que créent les travailleurs et que les travailleurs devraient pouvoir contrôler.

Les conceptions des droits et les consultations sur lesquelles le peuple n'exerce aucun contrôle sont fausses. Disons non ! à tout ce qui est faux et contrefait dans ces institutions désuètes de l'ancienne autorité.

***Tout en oeuvre pour le renouveau démocratique !  
Faisons du Canada une zone de paix !  
Investissons-nous maintenant du pouvoir de décider !  
Ensemble, bâtissons le nouveau !***

---

**Le Canada « ouvert aux affaires »**

## **Grossier cri de guerre des riches**

Des gouvernements usurpent le pouvoir au Canada en affirmant que leur province est maintenant « ouverte aux affaires » contrairement à ce qui se passait sous les gouvernements précédents, bien que tous ces gouvernements soient au service de l'oligarchie financière. En ce qui concerne les

travailleurs, ils ne s'opposent certainement pas au développement économique ou à l'investissement. Mais à chaque fois, il s'avère qu'« ouvert aux affaires » signifie que les gouvernements se lancent dans une nouvelle offensive contre les droits des travailleurs et contre les communautés pour le compte des oligarques tout en affirmant que c'est ce que le peuple veut. En fait, cette expression est un grossier cri de guerre des riches et de leurs gouvernements pour arracher aux travailleurs une quantité encore plus grande de la valeur ajoutée et de la richesse sociale qu'ils produisent.

Ceux qui possèdent et contrôlent les entreprises de l'économie socialisée et leurs représentants politiques au gouvernement, les « créateurs d'emplois » autoproclamés, qualifient de manière vulgaire les travailleurs, qui produisent le produit social sous la forme de biens et services en transformant les richesses de la nature, de « coût de production » et de « fardeau » pour les riches. On mène ainsi une vaste guerre contre les travailleurs en général, ce « fardeau et ce coût de production », sous prétexte qu'ils causent un problème sur les plans économique et fiscal avec leurs réclamations à ce qu'ils produisent. À cet égard, des premiers ministres comme Jason Kenney, Doug Ford et François Legault se posent en « sauveurs » des riches de leur province respective, et le charabia est le même au niveau fédéral. En préparation pour l'élection fédérale d'octobre, on a vu des représentants d'intérêts particuliers rivalisant pour le pouvoir politique prétendre qu'ils représentent ce que le peuple veut, tout en cachant leurs véritables intentions.



Il ne faut pas penser que les Canadiens vont croire que cet assaut contre les travailleurs, sous les slogans d'être « ouverts aux affaires », « plus, pour vous », « choisir d'avancer », va créer tellement de richesse sociale, laquelle est contrôlée par les riches oligarques bien qu'elle soit entièrement créée par la classe ouvrière, que des miettes vont tomber de la table pour être ramassées par les travailleurs trop heureux de s'être serré la ceinture et d'avoir appuyé ce qu'on appelle les mesures d'austérité pour équilibrer le budget.



L'expérience a démontré qui profite de ces campagnes des oligarques dirigeants. Les travailleurs sont blâmés comme étant la source de tous les problèmes de l'économie et sont forcés d'en porter le fardeau par des coupures, des fermetures et des mises à pied. C'est honteux. Ce ne sont pas les travailleurs qui imposent les cycles d'expansion et de contraction qui dévastent les communautés, notamment celles basées sur les ressources comme on le voit présentement dans le secteur forestier en Colombie-Britannique. Ce ne sont pas les travailleurs qui entretiennent le modèle économique unilatéral et inégal comme celui de l'Alberta dont l'essor se nourrit du chômage et où les riches retirent de l'argent de la province quand les prix du pétrole et les marchés sont bons tandis qu'ils abaissent les

salaires, les avantages sociaux et les pensions, sapent la santé et la sécurité, éliminent les emplois, les programmes sociaux et les services publics et rendent la vie intenable à tant de personnes lorsque la crise « inévitable » se produit pour la énième fois.

Comment les travailleurs qui font le travail et produisent la valeur sociale, quand on leur permet de le faire, qui n'ont ni pouvoir économique ou politique, peuvent-ils être la cause des problèmes de

l'économie ? Dans ce contexte, comment l'expression codée, « ouvert aux affaires », qui veut dire que la même chose va continuer, peut-elle être une solution ?

L'oligarchie financière rejette du revers de la main l'idée même que les travailleurs puissent résister à l'offensive antisociale. Elle veut que ceux-ci croient que leurs manifestations sont inutiles, qu'ils ne seront pas entendus et que s'ils persistent à présenter leurs revendications, ils seront traités comme des criminels et seront frappés par des lois antiouvrières, comme on en impose présentement en Alberta, au Québec, en Ontario et ailleurs.

Le rejet des préoccupations des travailleurs concernant le besoin d'une nouvelle direction de l'économie démontre l'arrogance de l'oligarchie financière et son détachement de la réalité. Les travailleurs, en tant que producteurs de la richesse sociale, doivent réclamer ce qui leur appartient de droit et s'organiser et combattre pour ouvrir la voie au progrès. La lutte pour les droits de tous humanise l'environnement social et naturel et ouvre la perspective d'une nouvelle direction prosociale sans crises récurrentes. Sous la bannière du facteur humain/conscience sociale, la défense des droits qui appartiennent aux humains du fait qu'ils sont des êtres humains est une cause qui peut unir les Canadiens, qui a la capacité de donner du pouvoir au peuple et mener à la stabilisation des communautés, à l'édification nationale et à une nouvelle direction de l'économie.



---

### Les stratagèmes du gouvernement de l'Ontario pour payer les riches

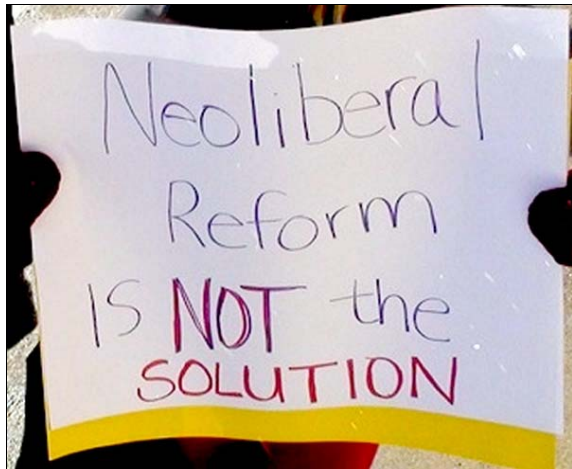
## Pourquoi ne pas déclarer un moratoire sur le service de la dette et augmenter les investissements dans les programmes sociaux?



Dans un document d'information dans lequel il cherche à justifier son nouveau projet de loi, *Loi de 2019 visant à préserver la viabilité du secteur public pour les générations futures*, le gouvernement Ford admet qu'il prévoit effectuer des paiements de 13,3 milliards de dollars en intérêts aux institutions qui détiennent la dette de l'Ontario pour la seule année fiscale 2019-2020. Selon le document d'information, cette somme représente « 1,5 million par heure chaque jour, avant même de pouvoir investir un seul dollar dans les écoles, les hôpitaux ou le transport ».

Le gouvernement déclare que les détenteurs de la dette de l'Ontario viennent en premier et doivent recevoir leur tribut avant même qu'il puisse investir « un seul dollar dans les écoles, les hôpitaux ou le transport ». Donner la priorité aux grandes institutions financières est présenté comme la façon de « rendre l'Ontario viable fiscalement » et une justification de l'offensive antisociale et des attaques contre les droits des travailleurs. En fait, cela révèle que les droits et les réclamations des Ontariens dépendent de ce qui reste une fois qu'on a payé les intérêts sur la dette et les autres réclamations de l'oligarchie financière. C'est une forme que prend la théorie néolibérale des retombées économiques selon laquelle l'objectif et la direction de l'économie socialisée doivent être de payer les riches et non de satisfaire les réclamations du peuple et de la société.

Le document d'information n'explique pas comment la dette provinciale a été créée et pour quelles raisons, pourquoi le gouvernement a emprunté de l'argent des prêteurs privés alors qu'il possède ses propres moyens financiers, et quelle partie de la dette privée a déjà été remboursée plus d'une fois par la magie de l'intérêt composé.



Si le document d'information était véritablement une source d'information et non de désinformation, il décrirait en détails quelle portion de l'argent emprunté aux institutions financières privées leur a été retournée en stratagèmes pour payer les riches, comme les mesures de sauvetage, les subventions, les subsides, les garanties de prêts, les réductions d'impôts et les autres stratagèmes qu'on appelle habituellement des incitations à l'investissement, et quelle portion de la dette initiale a déjà été remboursée au complet. La direction de l'économie basée sur payer les riches et son absurdité des retombées économiques ne sont pas viables et une nouvelle direction est nécessaire pour que l'économie satisfasse les réclamations du peuple et de la société.

Un exemple qui montre comment ces dettes publiques odieuses sont accumulées pour payer les riches est l'annulation récente du prêt de 3 milliards de dollars des gouvernements fédéral et ontarien au monopole de l'automobile Fiat Chrysler. Le gouvernement de l'Ontario a annulé sa part du prêt, soit 445 millions de dollars, disant n'avoir « aucun recours juridique » pour se faire rembourser tandis que le gouvernement fédéral avait déjà annulé sa part en mars dernier, soit 2,6 milliards, en disant lui aussi qu'il ne pouvait pas se faire rembourser. Les prêts ont été émis par les gouvernements du Canada et de l'Ontario en 2009 en échange de l'acceptation de concessions massives par les travailleurs de l'automobile.

Chrysler a plus tard été donné à Fiat sans que Fiat ne paie un sou et toutes ses dettes principales ont été couvertes par le sauvetage gouvernemental de l'« ancienne Chrysler » maintenant défunte. Une porte-parole du ministre des Finances de l'Ontario Rod Phillips a dit à Postmedia qu'« à cause de la façon dont fonctionne le financement gouvernemental, nous ne pouvons pas poursuivre, pas plus que le gouvernement fédéral, une entité qui n'existe plus, [...] et comme il s'agissait d'un sauvetage financier structuré conjointement, [...] une fois que le fédéral a décidé d'annuler le prêt, la province ne pouvait plus récupérer son argent ».

Pour le gouvernement du parti progressiste-conservateur de Doug Ford, la viabilité signifie que de l'argent doit être soutiré aux programmes sociaux et aux services publics de même qu'aux travailleurs qui les fournissent afin qu'on poursuive les paiements du service de la dette aux plus grands intérêts financiers et les incitatifs de type payer les riches pour que ces mêmes intérêts privés fassent des investissements.

Il n'est pas surprenant que les représentants politiques de l'oligarchie financière soient les mêmes au



gouvernement qui affirment qu'il faut sabrer dans les programmes sociaux et les services publics, violer les droits des travailleurs du secteur public, et surtout « soutenir » la direction actuelle de l'économie de payer les riches. Ils sont placés en position d'autorité pour décider de la politique gouvernementale en tant que ministres des Finances ou conseillers nommés par les gouvernements.

Pour donner quelques exemples, l'ex-ministre libéral des Finances Charles Sousa a travaillé au Groupe financier de la Banque royale du Canada (RBC) pendant plus de 20 ans, principalement comme directeur des services bancaires commerciaux et directeur du marketing à RBC Dominion valeurs mobilières. Don Drummond, que le gouvernement libéral de Dalton McGuinty a nommé conseiller à la restructuration des services publics, avec comme objectif de garantir le maintien des paiements de la dette et du déficit, a été vice-président principal et économiste en chef à la Banque TD de 2000 à 2010. Ce que le gouvernement Ford fait en ce moment provient en grande partie de la direction que Drummond a donnée à sa Commission pour la réforme des services publics, surtout en ce qui a trait à la restructuration des salaires et des avantages sociaux dans l'ensemble des services publics et à l'augmentation de la taille des classes en éducation.

Plus le gouvernement progressiste-conservateur de Doug Ford présente ses mesures antisociales comme un moyen de préserver la province de la ruine financière, plus il se révèle inapte à gouverner et incapable de trouver ou même de concevoir une alternative à la direction non viable de l'économie consistant à payer les riches. Si on prend en compte tous les faits, une alternative prosociale à la « solution » et aux priorités gouvernementales apparaît clairement : pourquoi ne pas déclarer un moratoire sur les paiements du service de la dette et augmenter les investissements dans les programmes sociaux au lieu de sabrer dans ces programmes ?



---

## **Le projet de loi 124 élargit l'offensive antisociale contre le secteur public et ses travailleurs**



Le 5 juin, le gouvernement conservateur de l'Ontario a déposé le projet de loi 124. Connu sous le nom de *Loi de 2019 visant à préserver la viabilité du secteur public pour les générations futures* et de *Loi visant à mettre en oeuvre des mesures de modération concernant la rémunération dans le secteur public de l'Ontario*, le projet de loi cible le secteur public et ses employés.

Le projet de loi 124 impose des périodes de « modération » de trois ans dictées par le gouvernement aux employés non syndiqués et syndiqués du gouvernement ontarien et de ses organismes de la Couronne, ainsi qu'au secteur parapublic et à toute une série d'autres organisations. En plus des

fonctionnaires employés directement par le gouvernement, les périodes de modération s'appliquent aux secteurs tels que l'éducation de la maternelle à la 12e année, l'enseignement postsecondaire, les soins de santé, y compris les foyers de soins de longue durée, le service d'ambulance aérienne ORNGE, l'aide à l'enfance, la Police provinciale de l'Ontario, Ontario Power Generation et toute autre « autorité conseil, commission, société, bureau ou organisation de personnes sans but lucratif ou ayant reçu au moins 1 000 000 \$ de financement du gouvernement de l'Ontario en 2018 ».

La période de modération ne s'applique pas à une municipalité, à un conseil local au sens de la *Loi de 2001 sur les municipalités*, à des entités nommées par ou sous l'autorité d'une municipalité ou à une organisation à but lucratif. Le projet de loi permettrait au gouvernement d'exclure également les employés ou catégories d'employés par voie réglementaire.

Selon le gouvernement majoritaire du Parti progressiste-conservateur, dès que le projet de loi 124 deviendra loi, il entrera en vigueur le jour de son dépôt, soit le 5 juin. Cela signifie que toute convention collective négociée ou toute décision arbitrale rendue après le 5 juin serait soumise au diktat et aux dispositions de la loi, et à l'approbation du président du Conseil du Trésor. Si un groupe d'employés négocie une convention collective à compter du 5 juin, la période de modération commencera à la date d'entrée en vigueur de la convention et durera trois ans.

### **La période de modération impose une limite aux hausses salariales**

Pendant la période de modération, « les augmentations de salaire sont limitées à 1 % par tranche de 12 mois de la période de modération ». La limite de 1 % par an s'applique également aux « droits à rémunération existants ou de nouveaux droits à rémunération ». Au sens large, la rémunération comprend « tout ce qui est versé ou accordé, directement ou indirectement, à un employé ou à son profit. Sont compris le traitement, les avantages et avantages accessoires ainsi que tous les paiements, discrétionnaires ou non. »

Pour imposer cette limite aux investissements dans les services publics et les programmes sociaux, le gouvernement a doté le président du Conseil du Trésor de pouvoirs extraordinaires lui permettant de décider si une convention collective ou une sentence arbitrale correspond aux paramètres du gouvernement. Si le ministre décide que cela n'est pas conforme à la loi, l'entente ou le jugement arbitral devient nul et non avenue. Un syndicat représentant les travailleurs ou un employeur peut en appeler de la décision du président, mais la loi stipule explicitement que le président a le pouvoir discrétionnaire de décider.



La législation donne au gouvernement une capacité étendue d'obtenir tous les renseignements personnels qu'il exige d'un employeur sur ses employés ou ses opérations que « le Conseil de gestion du gouvernement juge appropriés afin d'assurer le respect de la présente loi ».

Le pouvoir d'obtenir des renseignements personnels en vertu du projet de loi 124 est réputé être conforme à la *Loi sur la liberté d'information* et à la *Loi sur la protection de la vie privée*. Le gouvernement cherche à se soustraire aux dispositions de ces deux lois qui exigent qu'une personne soit informée que ses informations personnelles ont été demandées et fournies. Le paragraphe « Avis au particulier non exigé » du projet de loi 124 dit : « (4) Le paragraphe 39 (2) de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* et le paragraphe 29 (2) de la *Loi sur l'accès à l'information municipale et la protection de la vie privée* ne s'appliquent pas à l'égard des

renseignements personnels divulgués ou recueillis en application d'une directive. »

## Mesures pour éviter que le gouvernement ait à rendre des comptes et pour violer impunément les droits

Pour tenter de se soustraire à toute responsabilité pour violation des droits des travailleurs, le gouvernement tente de limiter la capacité de tout organisme sous sa gouverne de freiner ou d'arrêter l'application de la loi. Ni la Commission des relations de travail de l'Ontario ni un arbitre indépendant ne seraient autorisés à « enquêter » ou à décider si une disposition de la loi est constitutionnellement valide ou viole le *Code des droits de la personne de l'Ontario*.



De plus, dans le but d'empêcher les tribunaux de rendre un verdict sur une violation des droits commise en vertu de la législation, le projet de loi stipule qu'aucune action en justice ni « procédure » ne peut être intentée contre la Couronne ou ses ministres, mandataires ou mandatés, actuels ou anciens, et les employés ou un employeur visé par la loi, ou un administrateur, un dirigeant ou un employé actuel ou ancien auquel la loi s'applique. Allant encore plus loin et tirant des leçons de l'expérience du gouvernement libéral McGuinty/Wynne, qui avait été condamné par un tribunal pour une loi similaire qui violait les droits de négociation collective, le projet de loi vise précisément à limiter toute action en justice qui exigerait un recours, une réparation ou une

autre sanction, ou toute forme de dommages et intérêts résultant de la violation des droits énoncés dans la loi.

En d'autres termes, le gouvernement Ford sait clairement que la législation bafoue les droits et vise précisément à le faire et il a prévu dans la loi des mesures visant à garantir qu'aucun recours juridique n'est disponible pour les personnes dont les droits ont été bafoués. Cela équivaut en pratique à une forme de retrait de l'obligation légale du gouvernement d'être redevable de ses actes au peuple et à la violation des droits des travailleurs du secteur public en toute impunité. La loi utilise une variante de la fraude des limites raisonnables aux droits humains et de la clause dérogoire contenue dans la Constitution canadienne et sa *Charte des droits et libertés*.

### Vigoureux rassemblement à Mackenzie, en Colombie-Britannique

## Les travailleurs et la communauté réclament des emplois et une nouvelle direction de la foresterie

Un millier de personnes ont défilé et organisé un rassemblement militant à Mackenzie, en Colombie-Britannique, préoccupées par l'avenir de leur communauté à la suite du ralentissement de l'industrie forestière dans les régions de l'intérieur de la province. Mackenzie, une ville d'environ 3300 habitants située à environ 180 km au nord de Prince George, a été particulièrement touchée au cours des derniers mois par la fermeture de la scierie de Canfor, qui a invoqué des coûts élevés et des conditions de marché défavorables, et par la réduction de la production à la scierie Conifex et au moulin de bois abouté de Parallel 55.



En tout, environ 400 emplois ont été touchés par ces fermetures, ce qui représente environ 20 % de la main-d'oeuvre locale. De plus, on craint que l'usine de pâte à papier de Mackenzie ne ferme ses portes en raison du manque d'accès aux fibres résiduelles des autres usines.

Le rassemblement a été organisé par le comité Mackenzie Matters avec l'appui des syndicats des Travailleurs du public et du privé du Canada (PPWC), d'Unifor et du Syndicat des Métallurgistes, des entreprises locales et d'autres bénévoles. Les participants ont marché dans la ville avec des pancartes qui disaient : Nos grumes, nos emplois ! Sauvons nos emplois ! Nous sommes debout unis ! Gardons nos grumes à Mackenzie ! Notre voix doit être entendue ! et d'autres.



Le rassemblement a été organisé à un moment où il y a eu de nombreuses fermetures de scieries et réductions d'activité dans les communautés forestières de toute la province. Les entreprises ont en grande partie imputé ces fermetures à une diminution de l'offre de fibre causée par l'épidémie massive de dendroctones du pin et aux récents feux de forêt dévastateurs.

Cependant, la mairesse de Mackenzie, Joan Atkinson, a expliqué qu'il n'y avait pas de problème d'approvisionnement en fibre dans la région de Mackenzie mais que les entreprises forestières expédient des grumes vers d'autres régions de la province, alors que les usines de la ville sont inactives. Elle a dit que la politique forestière doit changer dans la province, que « nous devons tous travailler en collaboration et identifier ce qui ne fonctionne pas et ce qu'il faut faire pour résoudre le problème », et que les résidents de Mackenzie étaient prêts à travailler ensemble et à relever les défis.



Kim Guthrie, agent immobilier local et président du comité Mackenzie Matters, a dit : « Nous voulons que nos grumes cessent de quitter la communauté, que nos scieries puissent fonctionner et l'important c'est que nous voulons qu'ils modifient la loi pour que les grumes restent dans la communauté et soient transformées ici. »

Chris Dixon, qui a présidé le rassemblement, a dit en guise d'introduction : « Nous sommes ici pour dire au gouvernement que les pratiques forestières doivent changer. Les grandes entreprises et le

gouvernement de la Colombie-Britannique doivent se réveiller et réaliser que les petites communautés qui triment dur comptent, que Mackenzie compte. »

Ont aussi pris la parole des représentants des gouvernements locaux, provincial et fédéral de la région, des entreprises locales, des syndicats, dont les Travailleurs publics et privés du Canada (PPWC), Unifor, les TUAC et le Syndicat des Métallos ainsi que des organismes communautaires, dont le Comité debout pour le nord et North Matters.

Parmi les thèmes communs qui sont ressortis des présentations et des participants au rassemblement, il y avait la critique des pratiques forestières dans la province et la nécessité d'une nouvelle direction du secteur forestier ; la critique des entreprises qui prennent la fuite, le besoin de plus de transformation et de plus de valeur extraite de la fibre, de l'utilisation des déchets du bois, la diversification économique, le soutien à la transition et à la formation, le financement du développement économique, les préoccupations suscitées par le programme lié aux caribous des montagnes et le règlement du différend avec les États-Unis sur le bois d'oeuvre.

Un des thèmes principaux exprimés au cours de la marche, du rassemblement et des discussions entre les participants a été l'appel à donner plus de pouvoir aux régions rurales, à écouter la voix et l'expertise des travailleurs forestiers et des membres de la communauté, à élaborer des politiques fondées sur les besoins des travailleurs et des communautés plutôt que sur ceux des grandes entreprises et des hauts représentants du gouvernement.

Les porte-paroles du gouvernement et les politiciens représentant les partis qui forment un système de partis cartellisés conçu pour empêcher les gens d'accéder au pouvoir sont venus transmettre leurs messages sans substance dans lesquels ils promettaient le ciel et/ou blâmaient les autres. Ces messages n'ont rien à voir avec la mobilisation des travailleurs et de la communauté dans la recherche de solutions concrètes aux problèmes auxquels ils sont confrontés. Dans son exposé, le ministre des Forêts de la Colombie-Britannique, Doug Donaldson, a expliqué comment le gouvernement de la Colombie-Britannique avait lancé un processus de consultation dans toute la province afin d'élaborer une nouvelle vision de la foresterie. C'est une négation du fait que la crise dans le secteur forestier existe depuis longtemps et que la seule « nouvelle vision » a été celle d'exporter des grumes brutes et de servir les intérêts étroits des oligopoles qui manipulent la politique de l'État. En outre, a ajouté le ministre, le gouvernement s'emploie à faire en sorte que l'usine de Conifex soit ouverte en septembre, ce qui permettrait d'atténuer quelque peu le problème du chômage et de rendre les fibres résiduelles disponibles pour d'autres usines. Reste à voir ce que cela veut dire.



Il a également pris soin de souligner que l'actuel gouvernement néodémocrate « nettoyait le gâchis » du gouvernement libéral précédent, « qui n'existerait pas si des mesures avaient été prises il y a dix ou même cinq ans pour se diversifier et obtenir plus de valeur des arbres qui sont récoltés ». Ces tentatives de diviser le peuple derrière un parti ou un autre empêchent que les problèmes soient mis sur la table pour les résoudre.

Pour leur part, les députés libéraux qui ont pris la parole, parmi lesquels Mike Morris, John Rustad et Donna Barnett, ont critiqué ce qu'ils ont qualifié de lente réaction du ministre des Forêts face à la crise dans le secteur forestier et à la nécessité d'agir. Ils se sont engagés à continuer à « talonner le ministre des Forêts » pour faire en sorte de développer l'appui aux travailleurs et à la communauté. En d'autres termes, les gens devraient remettre leur sort entre les mains de sauveurs condescendants et rester à leur merci.

En terminant, Kim Guthrie de Mackenzie Matters a remercié tous les orateurs et les participants au

rassemblement et a appelé à l'élaboration d'un plan forestier à long terme pour la réussite et la viabilité de la communauté. La population de Mackenzie est fière et déterminée, a-t-elle déclaré, et ne va certainement pas disparaître.

(Sources : Correspondant du LML, Prince George Citizen, PG Daily News, My PG Now, CBC News. Photos: PPWC)

## Prendre la parole à la défense des travailleurs et de la communauté de Mackenzie et à la défense des droits de tous!

- Déclaration du Parti marxiste-léniniste du Canada -



Le Parti marxiste-léniniste du Canada (PMLC) estime que les fermetures d'usines à Mackenzie, qui affectent directement des centaines de travailleurs et indirectement des centaines d'autres, sont inacceptables. L'effondrement économique du secteur forestier souligne l'irresponsabilité de ceux qui exercent un contrôle politique et économique sur les décisions qui affectent la vie des gens, une situation qui doit changer. Dans ces conditions, non seulement les travailleurs n'exercent aucun contrôle sur les forces productives dont ils dépendent pour vivre, mais ils n'ont aucun contrôle sur les affaires politiques de la province et du pays non plus. Dans cette situation difficile, ils sont déterminés à prendre des décisions éclairées quant à ce qui devrait être fait. La marche et le rassemblement du 22 août sous le thème « Mackenzie Matters » (Mackenzie importe) ont fait connaître le point de vue des travailleurs et de la communauté. Leur objectif est de trouver une façon d'aller de l'avant qui soit à leur avantage.

Le manque de contrôle politique et économique sur les décisions qui affectent leur vie a une incidence directe sur le destin de la communauté et le bien-être de tous. En nous exprimant, nous pouvons faire une différence cruciale car cela oblige ceux qui contrôlent la direction de l'économie à rendre des comptes. Les gouvernements doivent également être tenus responsables, car les décisions politiques qui sont prises favorisent des intérêts privés étroits. Ils ne doivent pas non plus être autorisés à faire de fausses promesses ou à faire des déclarations qui n'ont pour but que de duper les crédules. Assument-ils oui ou non la responsabilité sociale des conséquences de la fermeture des usines ? Voilà la question.



Mackenzie importe. Cela a à voir avec qui nous sommes en tant que peuple, en tant que nation.

Soutenons les travailleurs de Mackenzie qui sont déterminés à défendre leur communauté et à s'organiser pour défendre leurs moyens de subsistance et leurs droits. En défendant leur droit d'être informés, d'être consultés comme il se doit, de décider de leurs affaires et de contrôler leur vie, une voie se dessinera qui favorisera leurs intérêts.

Croire que la vie des gens peut être bouleversée de cette façon et que ce qui leur appartient de droit n'a pas à être respecté ou garanti n'est pas une option. La richesse sociale et les positions de pouvoir ne doivent pas déterminer si un travailleur, sa famille et sa communauté ont droit à la stabilité, à la santé et à l'éducation. Les géants qui possèdent les scieries à notre époque tirent une richesse sociale énorme du travail productif et des ressources naturelles de la population, alors s'ils veulent fermer ces usines, ils doivent en assumer la responsabilité sociale. C'est une question fondamentale. Il faut répondre à cette question de manière à favoriser ceux qui créent la richesse sociale.

Il est ridicule de prétendre qu'il n'y a pas d'utilité pour le bois d'oeuvre de la Colombie-Britannique, que ce soit au Canada, en Chine, au Japon ou ailleurs. Le monde se modernise et a besoin de logements et de bâtiments de toutes sortes, et Mackenzie possède le bois, l'expertise et les installations qu'il faut.

La destruction des forces productives - communautés, écoles, établissements de santé et organisations sociales - est antisociale et antipeuple. Elle est irresponsable et mène des nations à leur perte. Elle abandonne les Canadiens à leur sort mais sans jamais arrêter de prétendre que l'économie canadienne est florissante et que le Canada est un paradigme de la démocratie et des droits humains.

Au XXI<sup>e</sup> siècle, les façons de gérer la forêt et d'assurer la durabilité des communautés sont des choses connues. Non, le défi du siècle actuel est de trouver comment le peuple peut exercer un contrôle sur ses affaires et sur sa vie. Dans ce sens, la marche et le rassemblement « Mackenzie Matters » montrent la détermination des gens à parler en leur propre nom et à s'organiser pour que leurs droits ne soient pas sacrifiés sur l'autel des profits. Le droit à un moyen de subsistance qui leur apporte la sécurité est un droit qui leur appartient en tant qu'êtres humains. Si ce droit leur est enlevé pour une raison ou une autre, il incombe à la société de garantir leur sécurité et celle des familles. Les gouvernements ont le devoir de faire en sorte que leur sécurité soit garantie. Ils doivent exiger des comptes de ceux qui contrôlent le secteur forestier et bien leur faire comprendre les priorités.

Que Canfor et le gouvernement se le tiennent pour dit que les gens de Mackenzie ne vont pas se laisser faire, que leur sécurité doit être garantie peu importe les circonstances, que leurs droits doivent être respectés. De plus, ils doivent être consultés sur tous les investissements potentiels et les voies à explorer afin d'avoir leur mot à dire et de ne pas être en proie à des inquiétudes constantes, aux fausses promesses et aux manoeuvres frauduleuses.

De leur côté, les travailleurs de la Colombie-Britannique et de tout le pays doivent s'assurer que la dignité et l'honneur de la communauté, qui sont notre dignité et notre honneur, ne sont pas foulés aux pieds.

***Tous à la défense des droits de Mackenzie !***



(Photos : PPWC, Stand Up for the North)

**Pas de port pour la guerre! Faisons du Canada une zone de paix!**

## **Non à Cutlass Fury 2019! Non aux navires de guerre des États-Unis et d'autres pays en eaux canadiennes!**

**- No Harbour for War -**



**Dimanche 8 septembre - 13 h à 15 h**

Parc Victoria, chemin Spring Garden, coin South Park

[\*\*Facebook\*\*](#)

Halifax sera bientôt le tremplin d'un des plus importants exercices navals de l'histoire du Canada. Vingt-deux navires de guerre liés à l'OTAN participeront à Cutlass Fury 2019 (CF2019). L'exercice se déroulera du 9 au 20 septembre dans une zone d'opérations d'approximativement 50 à 100 milles nautiques au sud-est du port de Halifax.

Le Canada, les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Espagne, la France et l'Allemagne doivent y participer. Les premiers navires de guerre arriveront la première semaine de septembre.

Pendant l'exercice, une grande partie des 22 navires de guerre quitteront le bassin de Bedford le lundi 9 septembre. Lors de l'exercice Cutlass Fury 2016, deux sous-marins nucléaires qui étaient amarrés à la base des Forces canadiennes Shearwater se sont joints à la flotte de guerre quand elle a quitté le port et la même chose devrait se produire cette année.

Cutlass Fury 2019 sera le plus important événement guerrier de lutte anti-sous-marine dirigé par le Canada de ce côté de l'Atlantique en plus de 24 ans. Il y aura de nombreux exercices axés sur l'entraînement tactique et l'événement facilitera l'entraînement pour la lutte anti-sous-marine dans un environnement commun. Feront aussi partie du régime d'entraînement de l'exercice la défense aérienne, les opérations amphibies et l'appui aux forces d'opération spéciales.

Cutlass Fury 2019 en dit long sur comment les Forces armées canadiennes et d'autres armées perçoivent la situation mondiale actuelle. Elles relancent le niveau d'entraînement qui était chose courante à l'époque de la guerre froide. Les activités navales ne sont plus limitées à l'antiterrorisme, à l'aide humanitaire en réponse aux catastrophes ou aux opérations maritimes d'interception. On revient à ce qu'il est convenu d'appeler la guerre navale classique. Cela se produit au moment où plus de la moitié des forces navales des États-Unis sont en mer.

À la mi-juillet, le commandant de la Deuxième flotte de la Marine des États-Unis était à Halifax, ainsi que les représentants de la Garde côtière des États-Unis, afin de terminer les instructions et les plans pour Cutlass Fury F2019. Bien que l'exercice soit dirigé par le Canada, il fait partie des préparatifs de guerre de l'impérialisme américain et est une étape de plus dans l'intégration des Forces armées canadiennes à la machine de guerre des États-Unis.



Divers niveaux de gouvernements et d'industries privées sont derrière l'organisation de Cutlass Fury 2019. Le Conseil municipal régional de Halifax a approuvé les exercices de guerre et autorisé le survol, le 9 septembre, d'un hélicoptère Cyclone en partance de Shearwater, de quatre Hornets CF-18 de la base des Forces armées de Bagotville, de deux avions à réaction Alpha de Top Aces Inc., et d'un Aurora CP-140 de la base des Forces armées de Greenwood.

La compagnie LeeWay Marine basée à Dartmouth a obtenu un contrat de 231 000 \$ pour l'approvisionnement d'un « navire d'intérêt » de CF2019. LeeWay Marine a fourni un service semblable lors de l'exercice Frontier Sentinel 2019 au début d'avril.

Le gouvernement libéral de Trudeau déploie notre marine et nos CF-18 partout dans le monde dans le cadre des politiques agressives des États-Unis et de l'OTAN. Notre armée est stationnée dans des lieux lointains, pour appuyer par exemple le régime néofasciste de l'Ukraine. Le Canada a envoyé 850 soldats en Irak et cette mission a été prolongée jusqu'à la fin de mars 2021. Le Canada maintient environ 450 soldats et des véhicules armés en Lettonie qui font partie de la présence durable de l'OTAN en Europe de l'Est. La liste est longue.

Quels que soient les besoins réels du pays en matière de défense, les forces armées canadiennes, d'abord et avant tout en tant qu'instrument de l'OTAN, sont constamment prêtes à rejoindre, appuyer ou même mener une agression contre des cibles choisies par les États-Unis partout sur la planète. Loin de protéger les Canadiens des dangers de guerre, les exercices de l'OTAN comme Cutlass Fury 19 intègrent encore plus notre pays à la machine de guerre des États-Unis.

Halifax et son port jouent depuis longtemps un rôle stratégique pour les impérialistes et leurs intérêts monopolistes. Il est un des plus grands ports naturels au monde et est l'escale le plus à l'est de l'Amérique du Nord ayant des connexions ferroviaires transcontinentales.

Les résidents de Halifax n'ont jamais accepté que leur ville et leur port servent à entraîner les Canadiens dans des aventures impérialistes à l'étranger. Ils se sont vigoureusement opposés aux « visites » de navires de guerre des États-Unis et d'autres pays et à la participation de la Marine canadienne aux agressions menées par les États-Unis et l'OTAN contre les peuples du monde.

Le Canada ne doit pas participer aux préparatifs de guerre impérialistes des États-Unis et doit aussi défendre sa souveraineté de façon sérieuse.

Cela veut dire ne pas permettre aux impérialistes américains d'exercer leur commandement et leur contrôle sur l'air, la terre et les eaux canadiens et sur les biens gouvernementaux et militaires du Canada. Nous devons nous retirer de l'OTAN et de NORAD et oeuvrer à une politique étrangère indépendante.

Nous devons retirer tous les soldats, navires et équipements canadiens des territoires étrangers. Il faut surtout que les Canadiens se préparent à mettre en place un gouvernement antiguerre.

***Non à la présence de navires de guerre des États-Unis ou d'autres pays en eaux canadiennes !***

***Canada, hors de l'OTAN et de NORAD !***

***Tout en oeuvre pour établir un gouvernement antiguerre !***

---

## **Nouvelles en bref**

### **Une opposition militante à la réunion du G7 en France**

Le 45<sup>e</sup> sommet du G7, qui s'est tenu du 24 au 26 août 2019 à Biarritz, en Nouvelle-Aquitaine, en France, a fait face à une opposition militante. Des milliers d'activistes de différents pays, générations

et secteurs ont participé aux mobilisations organisées avant le sommet. Elles ont atteint leur point culminant lors d'une manifestation le samedi contre le sommet et une autre le dimanche contre la « bunkérisation de Biarritz ». La marche de quatre kilomètres qui a eu lieu samedi est partie de la ville du pays Basque français de Hendaye avant midi pour se terminer à Irun, en Espagne voisine.



Marche contre le G7 de Hendaye, en France, à Irun, en Espagne, le 24 août 2019

Les drapeaux, les banderoles, les slogans, la musique et les effigies des dirigeants des sept pays du G7 (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon et Royaume-Uni) ont mis de l'avant des revendications en faveur de la paix, de l'harmonie avec l'environnement, de la solidarité, de la tolérance et du développement inclusif.



La police anti-émeute française a lancé des gaz lacrymogènes sur les manifestants à Bayonne, une ville située près de Biarritz, une station balnéaire de luxe où s'est tenu le sommet du G7. Les gendarmes auraient utilisé des grenades GLI F4 pour disperser la foule. La police a également utilisé des canons à eau sur les manifestants qui organisaient les marches qui avaient été prévues. On a dit que la police « est sortie de ses gonds » dans ses attaques contre les manifestants, alors que des hélicoptères les survolaient. Plus de 13 000 policiers ont été employés pour garder les dirigeants du G7, transformant Biarritz en une forteresse.



Plus tôt, des milliers de militants écologistes, des défenseurs des droits humains, des activistes

sociaux, des citoyens du Pays Basque et des manifestants des Vestes jaunes ont traversé pacifiquement la frontière entre la France et l'Espagne pour exiger des mesures allant des initiatives contre les changements climatiques à des programmes antinéolibéraux.

Le parc des expositions de Gipuzkoa (Ficoba) à Irun a été le centre du contre-sommet qui a eu lieu la semaine précédant la réunion du G7. Le contre-sommet auquel ont participé des centaines de militants comprenait des dizaines de conférences et d'ateliers qui ont facilité le débat sur les conséquences néfastes de l'offensive néolibérale du capitalisme moribond, l'impact des transnationales sur la vie des personnes et les actions de lutte pour un monde alternatif. Les changements climatiques, les guerres, les crises économiques et sociales, les migrations forcées et les inégalités sont parmi les problèmes sur lesquels plus d'une centaine d'organisations présentes se sont penchées. Lors de l'ouverture du contre-sommet, les participants ont déclaré que les quelques-uns ne devraient pas continuer à prétendre qu'ils peuvent gouverner les destinées de la communauté internationale.



**Le contre-sommet à Urun, en Espagne, dont le centre a été le parc des expositions de Gipuzkoa**

Les villes du pays Basque français d'Urrugne et Hendaye ont également accueilli des activités qui ont rejeté la réunion du G7 à Biarritz.



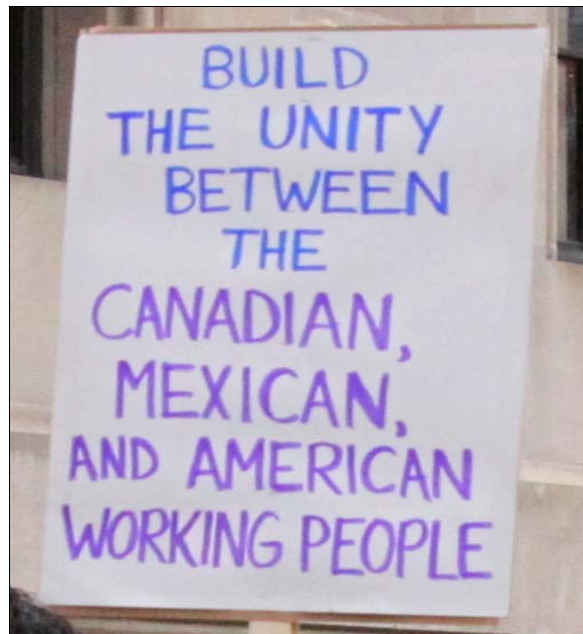


(Photos : G7 EZ, Global Project, Y. Levi, H. Lucas, Breakaway)

## Les Mexicains s'opposent aux tentatives des États-Unis de leur imposer un statut de « tiers pays sûr »

Le président du Conseil de coordination politique du Sénat mexicain, Ricardo Monreal, a annoncé qu'il a envoyé une lettre au secrétaire aux Affaires étrangères, Marcelo Ebrard, pour l'avertir « avec la plus grande fermeté » que le pouvoir législatif n'acceptera pas que le Mexique devienne un tiers pays sûr. En juillet dernier, l'administration Trump a déclaré le Mexique « tiers pays sûr » auquel tous les migrants qui cherchent à entrer aux États-Unis doivent faire une demande de statut de réfugié avant de demander asile aux États-Unis, et elle a demandé que le Mexique signe un accord de « tiers pays sûr » en ce sens.

« Nous ne pouvons pas accepter les pressions de Donald Trump ; cela aurait des conséquences négatives pour le Mexique », a déclaré le coordinateur des sénateurs de MORENA (Mouvement de régénération nationale).



Il écrit : « le Conseil de coordination politique tient à exprimer tout de suite son unité autour du rejet absolu d'un tel accord et ses membres veilleront à ce qu'aucun membre de cette législature ne vote en faveur de faire du Mexique un tiers pays sûr ».

Il a souligné qu'un tel accord requiert l'approbation du Sénat et que les législateurs qu'il a consultés

sur le sujet ont exprimé « leur rejet catégorique ». « Les conditions n'existent pas pour que cela soit adopté. »

« Je comprends que Donald Trump (président des États-Unis) resserre la politique d'immigration pour forcer le Mexique à accepter d'être un tiers pays sûr (mais) nous ne pouvons pas l'accepter, nous ne l'accepterons pas », a-t-il ajouté.

Il a aussi déclaré : « Nous ne pouvons pas accepter la pression que font les États-Unis pour atteindre leur objectif car cela aurait des conséquences négatives pour notre pays.»

« C'est pourquoi nous avons immédiatement dit au ministre des Affaires étrangères de ne même pas penser à signer ce statut de tiers pays sûr, car le Sénat ne le ratifiera pas », a déclaré le législateur de MORENA dans une entrevue.

Ricardo Monreal a dit que le Congrès des États-Unis a aussi été informé « que le Sénat mexicain ne ratifiera certainement pas un statut de tiers pays sûr pour le Mexique. Ce problème est un problème de nature intérieure pour Donald Trump, les républicains et les démocrates. »

---

## **Piquetage à Ottawa pour dénoncer les sanctions des États-Unis contre le Venezuela comme un crime contre l'humanité**



Le 21 août 2019, Mouvements sociaux ALBA, Ottawa, a organisé un piquetage d'information devant l'ambassade des États-Unis à Ottawa. Les manifestants ont dénoncé les récentes mesures de l'administration Trump visant à augmenter les sanctions illégales, imposer un blocus intégral pour punir le peuple vénézuélien et poursuivre les efforts pour renverser le gouvernement constitutionnellement élu du président Nicolas Maduro.

Des tracts déclarant « Les sanctions des États-Unis contre le Venezuela sont un crime contre l'humanité » ont été distribués aux passants. On y souligne que les sanctions contre le Venezuela empêchent le pays de se procurer les médicaments dont le peuple a un besoin urgent, des denrées alimentaires et des pièces de rechange nécessaires au maintien de l'infrastructure du Venezuela. On y lit aussi : « Ces sanctions et le blocus sont une violation de la Charte de l'ONU, de la charte de l'OÉA et de la Convention de Vienne sur la conduite de la guerre. Le châtimeur collectif d'une population, le peuple vénézuélien dans ce cas-ci, constitue un crime contre l'humanité ».

De nombreux passants ont pris le tract et se sont arrêtés pour féliciter les piqueteurs pour leur dénonciation des actes criminels des États-Unis et pour leur défense du droit du peuple vénézuélien de choisir son propre gouvernement et son propre système social sans ingérence étrangère.

# L'Amazonie brûle

L'ex-présidente du Brésil, Dilma Rousseff, a déclaré pendant la troisième semaine du mois d'août que la dévastation de la forêt amazonienne était un visage terrifiant de la destruction de la souveraineté nationale et un crime contre le pays commis par le gouvernement de Jair Bolsonaro.

« L'abattage et le brûlage des arbres, sous l'inefficacité tolérante du gouvernement, représentent une atteinte à la souveraineté nationale aussi sérieuse que la vente d'entreprises publiques stratégiques brésiliennes telles que Petrobras, qui devrait avoir lieu en 2022 », dénonce Rousseff dans un article signé, publié sur la page Web du Parti des travailleurs du Brésil.

Il ne faut pas oublier que la catastrophe environnementale et la privatisation sont dangereuses, car certaines décisions économiques peuvent être réexaminées et annulées, mais l'extinction de la plus grande forêt tropicale du monde et la vente de la septième société pétrolière du monde sont irréversibles.

Rousseff précise que « ce n'est pas un hasard si, le même jour, le gouvernement néofasciste a accusé des organisations sociales qui défendent l'Amazonie de provoquer les incendies de forêt et a annoncé la privatisation de 17 entreprises publiques ainsi que la vente de Petrobras, la plus grande entreprise brésilienne. »

Elle souligne qu'il s'agit d'un projet de destruction du Brésil, tant de ses entreprises que de ses richesses naturelles.

Pour l'ex-présidente (2011-2016), « la défense de l'Amazonie est devenue un problème urgent et immédiat qui doit être résolu avant qu'il ne soit trop tard. En un an, plus de 72 000 incendies ont été enregistrés dans la région pleine de richesse environnementale du Brésil. » En seulement une semaine, ajoute-t-elle, il y a eu 68 grands incendies dans les zones autochtones et les zones protégées, vérifiés par imagerie satellite, soit une augmentation de 70 % par rapport à l'année dernière.

« La défense de l'Amazonie est une question fondamentale. À l'heure actuelle, le cœur de la planète brûle et saigne ; il doit être protégé de ses ennemis, parmi lesquels, chose surprenante, le gouvernement brésilien actuel. Nous devons donc prendre la rue pour les manifestations prévues cet après-midi à Sao Paulo, à Rio de Janeiro, à Brasilia et dans d'autres villes du Brésil et du monde entier. »

De son côté, le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, s'est dit « profondément préoccupé » par les incendies qui dévastent des zones importantes de la forêt amazonienne au Brésil et par le fait que les villes brésiliennes et péruviennes sont couvertes de fumée.

« En pleine crise climatique mondiale, nous ne pouvons pas nous permettre de causer plus de dégâts à une source importante d'oxygène et de biodiversité », a-t-il déclaré sur Twitter. « L'Amazonie doit être protégée. »



Les données par satellite publiées par l'Institut national de la recherche spatiale (INPE) révèlent une augmentation de 85 % des incendies cette année à l'échelle du Brésil, la majorité dans la région de l'Amazonie.

(Photo et article : PT du Brésil)

## Le gouvernement canadien rétablit certains services de visas pour les Cubains à son ambassade à La Havane



**Manifestation à Montréal, le 9 juin 2019, pour demander que le gouvernement canadien rétablisse les services consulaires à son ambassade à La Havane**

Le 29 juillet, le gouvernement canadien a annoncé que son ambassade à La Havane rétablirait certains des services qui avaient été subitement suspendus le 8 mai en raison de la fermeture de la section du traitement des visas de l'ambassade. La suspension de ces services a forcé la plupart des Cubains à se rendre à un pays tiers pour obtenir les visas dont ils avaient besoin pour visiter le Canada, y étudier ou y travailler. Depuis le 1er août, les résidents cubains peuvent à nouveau obtenir leur prise d'empreintes digitales et leurs photos de même que laisser leurs passeports et obtenir leurs visas à l'ambassade de La Havane.

En dépit du rétablissement de certains services au pays, il existe toujours des obstacles, y compris les délais et les coûts prohibitifs pour les personnes demandant la résidence permanente, pour les conjoints ou les membres proches de la famille de citoyens canadiens et de résidents permanents qui doivent toujours se rendre à l'extérieur de Cuba pour les examens médicaux requis ou des entrevues. Pour les entrevues, les seules options disponibles sont Port-d'Espagne, Trinidad et la ville de Mexico. Il faut ajouter aux frais des billets d'avion et d'hébergement les frais de l'obtention d'un visa par les citoyens cubains pour voyager au Mexique.

En janvier, Ottawa avait réduit de 50 % le personnel de son ambassade à La Havane, invoquant des questions de « sécurité », après que certains membres du personnel aient manifesté des symptômes d'une origine indéterminée, semblables à ceux que signalait le personnel de l'ambassade américaine à La Havane. Bien que la cause des symptômes n'ait jamais été confirmée en dépit des enquêtes approfondies menées par les experts américains et cubains, l'administration Trump prétend que ses diplomates ont souffert d'« attaques » à leur santé et que Cuba en serait responsable. Il a retiré la presque totalité de son personnel à l'ambassade et a interrompu tout traitement de visas pour les Cubains à La Havane. Sachant que cela s'est produit au moment où Trump a annulé des mesures prises par l'administration Obama pour normaliser les relations avec Cuba et a commencé à attaquer Cuba de diverses façons, y compris pour son appui au Venezuela, plusieurs étaient préoccupés par l'émulation des États-Unis par le gouvernement Trudeau qui a réduit de façon draconienne du personnel de l'ambassade et fermé de son bureau de visas à la Havane.

## Un tollé général pour exiger la réouverture du bureau de visas



**Ligne de piquetage à Toronto, le 9 juin 2019, pour demander le rétablissement des services consulaires à l'ambassade canadienne à La Havane**

La décision du Canada de rétablir partiellement le 1er août les services de traitement des visas suspendus a été précédée d'un tollé général. Deux jours après l'annonce de la mesure, le Réseau canadien pour Cuba a émis une déclaration exprimant ses préoccupations face aux mesures du Canada qu'il a qualifiées d'hostiles et exigeant la réouverture du bureau de visas à la Havane. L'Association canadienne des études latino-américaines et caribéennes a révélé que trois éminents universitaires cubains n'avaient pu participer à leur conférence du 50e anniversaire de l'organisation à Toronto parce qu'ils n'avaient jamais reçu leurs visas bien qu'ils en aient fait la demande plus de trois mois à l'avance et qu'ils aient payé les frais de voyage et d'hébergement. Les auteurs de la lettre soulignent que le comportement du gouvernement canadien sur cette question « n'est pas à la hauteur du standard que nous attendons et exigeons du service public canadien ».

En mai et juin, des manifestations ont été organisées par les amis de Cuba et des résidents cubains au Canada à Ottawa, Montréal et Toronto. Le peuple cubain a aussi exprimé son opposition. Le ministre des Relations extérieures de Cuba, Bruno Rodriguez, et l'ambassadrice au Canada, Josefina Vidal, ont bien démontré lors de leurs réunions avec la ministre des Affaires étrangères Chrystia Freeland et d'autres hauts représentants du gouvernement canadien qu'il n'existait aucune justification pour la fermeture du bureau de La Havane. L'ambassadrice Vidal a dit lors d'une assemblée publique à Toronto que le gouvernement canadien devait reconsidérer sa décision et éviter de passer à l'histoire comme le gouvernement qui a mis fin aux relations peuple à peuple entre le Canada et Cuba. Des initiatives ont aussi été prises sur les médias sociaux, dont une vidéo montrant des témoignages de gens à Cuba et au Canada sur les difficultés et l'anxiété que leur causent les mesures draconiennes du gouvernement canadien.

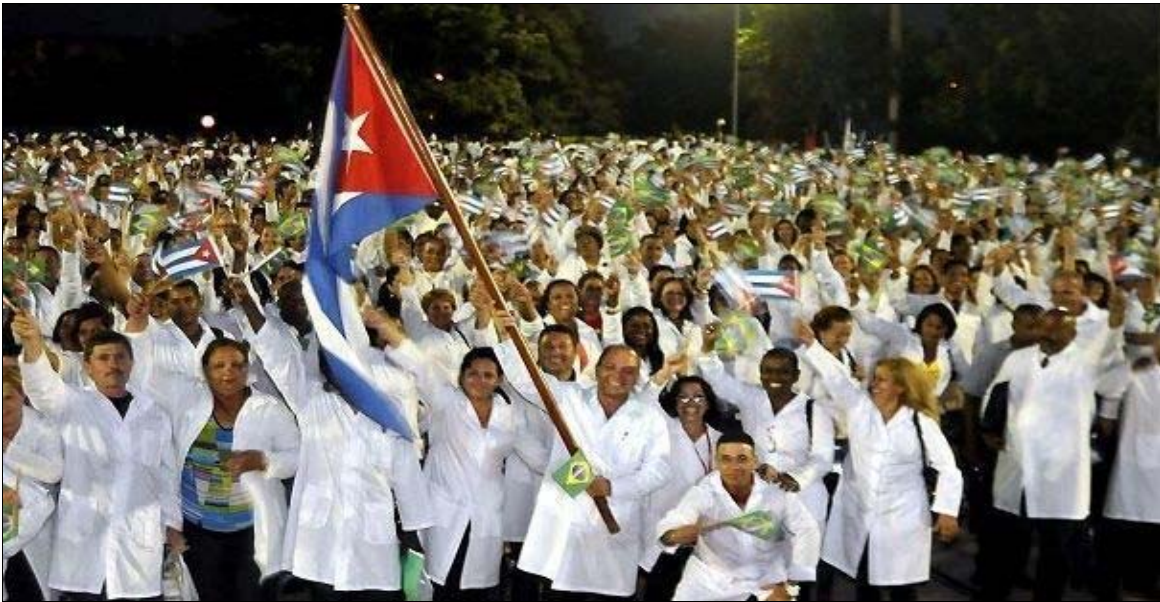
Le 17 juin, une journée nationale d'action a eu lieu et une pétition a été lancée par le Réseau canadien pour Cuba pour exiger que le gouvernement rouvre son bureau de visas et rétablisse intégralement tous les services d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada à la Havane. L'appel a aussi été lancé pour qu'en cette journée les gens soulèvent la même revendication auprès des élus par téléphone, courriel ou sur les médias sociaux avec les hashtags #CdnVidasforCuba, #UnBlockCuba et #NoMasBloqueo. Moins de deux semaines plus tard, le gouvernement a annoncé qu'il allait rétablir certains des services alors qu'il avait dit le 8 mai qu'ils ne seraient plus offerts à son ambassade à La Havane.





# Le gouvernement des États-Unis alloue des millions de dollars pour entraver la coopération médicale cubaine

- Déclaration du ministère cubain des Relations extérieures -



**Les médecins cubains ayant quitté le Brésil reviennent au pays. Ils sont parmi les milliers de professionnels et techniciens de la santé cubains qui oeuvrent dans de nombreux pays partout dans le monde.**

Le ministère des Relations extérieures dénonce et condamne énergiquement la récente agression du Gouvernement des États-Unis contre Cuba dans le cadre d'un programme de l'USAID visant à financer des actions et la recherche d'informations pour discréditer et miner la coopération internationale fournie par Cuba en matière de santé dans des dizaines de pays et au profit de millions de personnes. Ces actions s'ajoutent aux pressions énormes exercées contre divers gouvernements pour entraver la coopération cubaine et aux efforts précédents entrepris dans le même but, comme le programme spécial « Parole » visant à encourager le vol de main-d'oeuvre qualifiée formée à Cuba.

Au centre de cette calomnie immorale figure l'allégation sans fondement selon laquelle Cuba se livrerait à la traite des êtres humains ou à la pratique de l'esclavage, et l'on tente de dénigrer le travail méritoire fourni volontairement par des centaines de milliers de professionnels et techniciens sanitaires cubains dans divers pays, notamment du Tiers monde tout au long de l'Histoire.

Il s'agit là d'une insulte aux programmes de coopération bilatérale et intergouvernementale, tous légitimement établis entre le gouvernement cubain et les gouvernements de dizaines de pays, qui ont été conformes aux directives des Nations unies sur la coopération Sud-Sud et ont répondu aux exigences sanitaires que ces gouvernements ont eux-mêmes définies souverainement.

C'est une atteinte à un effort de solidarité qui a reçu la reconnaissance de la communauté internationale et l'éloge spécifique des plus hauts dirigeants des Nations unies, de l'Organisation mondiale de la santé et de l'Organisation panaméricaine de la santé.

Ces mensonges sont révélateurs de la dérive morale du gouvernement des États-Unis et des politiciens qui tirent profit de l'agression contre Cuba. Cette campagne est soutenue par des millions de dollars de fonds et la complicité de plusieurs grands médias et, en particulier, de journalistes sans scrupules qui sacrifient leur soi-disant impartialité et objectivité pour servir les intérêts politiques du gouvernement des États-Unis.

Depuis des décennies et jusqu'à ce jour, dans les pays où les conditions économiques sont les plus défavorables, cette coopération a été et est offerte comme un geste de solidarité, dont les dépenses sont presque entièrement prises en charge par Cuba. De même, et conformément aux conceptions des Nations unies en matière de coopération entre pays en développement, cette coopération est offerte dans plusieurs pays sur la base de la complémentarité et de la rémunération partielle des services rendus.

Il s'agit d'un échange tout à fait équitable et légitime entre pays en développement, dont beaucoup possèdent des richesses naturelles, un poids économique ou des niveaux de développement industriel supérieurs à ceux de Cuba, mais qui manquent des ressources humaines que notre État a su créer ; des professionnels dévoués et des humanistes prêts à travailler dans les conditions les plus difficiles ; et des conceptions de couverture santé que nous ont permis de construire des années d'une expérience réussie.

Les techniciens et professionnels cubains qui participent à ces programmes le font en toute liberté et volontairement. Durant leur mission, ils continuent de percevoir leur plein salaire à Cuba et reçoivent également une rétribution dans le pays de destination, ainsi que d'autres formes d'indemnisation.

Dans les cas où Cuba reçoit une compensation pour la coopération fournie, ces coopérants ont le mérite d'apporter une contribution très précieuse, juste et tout à fait légitime au financement, à la durabilité et au développement du système de santé universel et gratuit qui est accessible à tous les Cubains, ainsi qu'aux programmes de coopération qui sont mis en oeuvre dans de nombreuses régions du monde.

L'accès à la santé est un droit humain et les États-Unis commettent un crime en s'obstinant à le nier ou à y faire obstacle pour des motifs politiques ou d'agression.

*(La Havane, le 29 août 2019)*

---

**Cuba célèbre le 66e anniversaire du Mouvement du 26 juillet**

## **L'assaut contre la caserne de la Moncada affirme l'histoire, l'indépendance et la cause de la paix et de la justice**

**- Isaac Saney, porte-parole national du Réseau canadien pour Cuba -**



**Célébration de la Moncada 2019 à Ottawa**



**Célébration de la Moncada à Montréal le 26 juillet 2019**

Les commémorations de cette année sont particulièrement poignantes ; ce sont les secondes sans la présence physique du leader historique de la Révolution cubaine, Fidel Castro.

Fidel incarne l'engagement inflexible pour la justice, la dignité et l'indépendance qui caractérise Cuba depuis le triomphe de la révolution cubaine. L'héritage vivant de Fidel se poursuit dans l'oeuvre de la Révolution cubaine. L'exemple de Fidel et sa fidélité aux principes continuent d'inspirer le peuple cubain, qui avance sur la voie de l'indépendance, de l'autodétermination et de la dignité humaine.



**Jour de la Moncada 2019 à Toronto**

Les attaques ont été menées par une organisation qui avait été créée en 1952, sous la direction de Fidel Castro et d'Abel Santamaria, composée de jeunes travailleurs, d'étudiants, d'artisans, de paysans et de fermiers sans terre. Elle comprenait 1 500 membres et était inspirée par les grandes personnalités de la libération nationale cubaine tels José Marti et Antonio Maceo. Près de 120 jeunes hommes et jeunes femmes prirent part aux attaques et 70 d'entre eux furent tués, beaucoup ont été torturés et exécutés après l'attaque. Les survivants, dont Fidel Castro, furent jugés et condamnés à de longues peines d'emprisonnement. La plupart, dont Fidel, ont été libérés après une amnistie en mai 1955. Cette amnistie était le résultat de la mobilisation de masse des Cubains en appui aux rebelles emprisonnés. Sous la direction de Fidel Castro, le Mouvement du 26 juillet a galvanisé les Cubains et les a menés à la victoire de la révolution cubaine le 1er janvier 1959.

Bien que l'attaque de la Moncada ait échoué dans son objectif immédiat, elle a été au coeur de la lutte du peuple cubain pour l'affirmation nationale et l'émancipation sociale. Les Cubains ont

toujours placé Moncada dans un contexte historique large, la considérant comme une date charnière des aspirations centenaires de Cuba pour se libérer de la domination coloniale espagnole et de la tutelle des États-Unis pour établir une indépendance véritable. C'est au cours de son procès que Fidel Castro a prononcé sa plaidoirie devenue le manifeste du mouvement pour le renversement de la tyrannie de Batista. Ce discours, publié sous le titre *Historia Me Absolvera* (L'histoire m'acquittera), traçait les objectifs nationaux et sociaux du mouvement révolutionnaire qui a fini par triompher le 1er janvier 1959. Aujourd'hui, les casernes Moncada et Carlos Manuel de Céspedes ont été transformées en une école et un musée, des symboles concrets de cette lutte victorieuse.



**La Journée de la Moncada 2019 à Calgary (haut) et à Vancouver**

Depuis que le peuple cubain s'est engagé dans la voie tracée par la Moncada, Cuba a réfuté et continue de réfuter la mentalité et la pratique colonialistes de ceux qui persistent à imposer à des pays indépendants des arrangements et diktats impériaux que les peuples rejettent. La Révolution cubaine a refusé de renoncer à son droit à l'autodétermination et aux principes, principes forgés dans le creuset de la Moncada.

L'histoire a rendu son verdict et donné raison à l'attaque de la caserne Moncada !

***Honneur aux martyrs de la Moncada !  
Vive la révolution cubaine !***



## XXVe Rencontre du Forum de Sao Paulo

# Déclaration finale

- Caracas, Venezuela, 30 juillet 2019 -



Nous, les délégués à la XXVe Rencontre du FSP, réunis à Caracas, République Bolivarienne du Venezuela, berceau du libérateur Simon Bolívar et de son digne héritier, le Commandant Hugo Chavez Frias, à l'occasion du 65e anniversaire de sa naissance, sommes arrivés aux conclusions suivantes :

Une année s'étant écoulée depuis la XXIVe Rencontre de La Havane, l'offensive réactionnaire multidimensionnelle de l'impérialisme étasunien et de la droite oligarchique qui est son alliée s'est renforcée. Mais en même temps, l'Amérique Latine et les Caraïbes sont la scène de grandes luttes et de grandes victoires du peuple qui ont arrêté l'offensive de l'Empire. Les cas récents du Mexique, du Venezuela, du Nicaragua et de Porto Rico le confirment.

Il est urgent de reprendre l'initiative avec plus de vigueur et d'efficacité. C'est possible « quand il y a l'unité, une direction politique décidée et capable, des objectifs de lutte clairs, un moral de combat et un enracinement dans les classes populaires. » Cette idée, approuvée par la XXIVe Rencontre de l'année dernière, est toujours valable.

Bien que les effets négatifs de la concentration de la propriété continuent de s'aggraver, que le pouvoir et la richesse soit toujours aux mains de la minorité privilégiée de toujours, dans les pays de la région qui vivent cette situation, la protestation sociale augmente alors que les forces de gauche, les forces populaires et progressistes, surtout dans le champ des mouvements sociaux et populaires, élaborent des propositions antinéolibérales que nous devons stimuler et soutenir fermement.



La droite internationale ne cesse pas de mettre en oeuvre ses plans subversifs, elle opère de façon coordonnée pour fragmenter et ou affaiblir nos États-nations, cherche à détruire ou à discréditer tout projet de changement social qui prétende suivre des voies non capitalistes ou simplement post-néolibérales, travaille sans répit pour éroder nos identités nationales ainsi que les valeurs culturelles qui nous donnent une cohérence sociale et fait de plus en plus d'efforts pour nous diviser sur tous les terrains.

Au plan de la droite destiné à nous désintégrer, opposons le plan d'intégration, de souveraineté et de dignité de nos peuples. Face aux traités de libre commerce favorisés par les États-Unis, renforçons les projets d'intégration souveraine comme la CELAC, l'ALBA-TCP, le MERCOSUR et d'autres initiatives d'intégration populaires et d'autonomie.

Le gouvernement Trump, expression parfaite de l'Empire yankee et du capitalisme transnational financier qui prédomine aujourd'hui, cherche à renverser, avec une violence croissante dans tous les domaines, la tendance au déclin de son pouvoir relatif en tant que centre hégémonique de domination sur les terres de Notre Amérique. Nous sommes obligés, avec nos peuples, d'empêcher la Doctrine Monroe d'arriver à ses fins interventionnistes. Face à la Doctrine Monroe, la Doctrine Bolívar.

Le cumul politique des forces de gauche et des forces du populaires et progressistes de 1959 à aujourd'hui, multiplie les espoirs et nous fait dire que oui, il est possible de vaincre n'importe quelle offensive de l'Empire. Aujourd'hui, la Révolution Bolivarienne, la Révolution cubaine elle-même, l'expérience politique bolivienne réussie et le Nicaragua sandiniste le démontrent.

Renforçons les luttes pour la justice pour tous, pour l'émancipation sociale, pour la pleine souveraineté politique, l'indépendance économique et l'autodétermination de nos peuples.



**Des délégations autochtones au Forum de Sao Paulo**

Continuons à construire le plus large unité anti-impérialiste et antinéolibérale dans le respect de la diversité des partis et des forces politiques de gauche et progressistes, des mouvements sociaux et populaires qui les unissent et des Gouvernements de gauche et progressistes pour vaincre l'offensive impérialiste et la renforcement ou la restauration du néolibéralisme.

Face à ces réalités, la XXVe Rencontre du FSP invite, avec un sentiment d'urgence, à renforcer le mouvement mondial de défense de la paix, de la démocratie et des conquêtes sociales obtenues. La conduite internationale agressive et irresponsable de l'actuel gouvernement Trump l'exige.

Appelle à encourager la plus large solidarité mondiale avec la défense de la souveraineté et de l'autodétermination du peuple vénézuélien et le droit de celui-ci vivre en paix.

Soutient le dialogue entre le gouvernement bolivarien et les courants d'opposition mis en place par le président constitutionnel Nicolas Maduro parce qu'en lui s'expriment véritablement la démocratie et les libertés qui existent au Venezuela, raison pour laquelle il est soutenu par la majorité du peuple vénézuélien pour résoudre les différends par la voie constitutionnelle et pacifique, sans ingérence étrangère.

Rejette énergiquement les menaces d'intervention militaire envers le Venezuela et condamne dans toutes les instances possibles le blocus économique, financier, commercial et la siège diplomatique du Gouvernement des États-Unis. Préserver la paix au Venezuela, c'est préserver la paix dans la région et c'est l'une de nos priorités, les partis qui faisons partie du FSP.

Ratifie les causes justes approuvées aux XXIIIe et XXIVe Rencontres du FSP que nous considérons comme toujours valables. En conséquence, cette XXVe Rencontre appelle à :

Renforcer la défense, en tant qu'objectif commun, de la Proclamation de l'Amérique Latine et des Caraïbes comme Zone de Paix approuvée au IIe Sommet de la CELAC. C'est urgent et vital.

Défendre la CELAC en tant qu'événement unitaire le plus important de ces 200 dernières années et semer l'idée intégrationniste dans nos peuples.

Répudier la dangereuse présence militaire des États-Unis et de leurs alliés de l'OTAN dans les Caraïbes et dans l'Atlantique, dont les buts sont clairement agressifs et qui cherchent à faire pression sur nos nations.

Rejeter énergiquement la Doctrine Monroe et toutes les idées des États-Unis concernant le fait que l'Amérique Latine et les Caraïbes sont « son arrière-cour ».

S'entendre, partout où c'est possible, sur des actions pour affronter la domination de l'impérialisme yankee en Amérique Latine et dans les Caraïbes.

Savoir rigoureusement comment opère la droite internationale, régionale et locale contre ce continent que nous défendons et continuerons à défendre.

Réaffirmer l'importance des relations du FSP avec les partis de gauche d'Europe, d'Asie, d'Afrique et du Moyen Orient.

Dénoncer le rôle d'ingérence, au service des États-Unis, de l'OÉA. Celle-ci continue à agir comme un fidèle ministre des colonies des États-Unis, représenté par son secrétaire général Luis Almagro, pion de l'Empire.

Condamner la guerre non-conventionnelle que les États-Unis livrent aux Gouvernements qui ne se plient pas à leurs ordres et à leurs intérêts.

Affronter énergiquement l'avancée de la droite parmi nos peuples. C'est ce que mettent en évidence les gouvernements néolibéraux remis au goût du jour, autoritaires et pro-fascistes comme celui de Bolsonaro au Brésil, d'Ivan Duque en Colombie, de Mario Abdo Benitez au Paraguay, de Mauricio Macri en Argentine, de Lenin Moreno en Équateur et de Juan Orlando Hernandez au Honduras, qui détruisent la démocratie et les droits sociaux conquis.

Soutenir le peuple hondurien dans sa lutte persistante et courageuse pour défendre ses droits contre les politiques néolibérales et la corruption qui caractérise le néolibéralisme et en faveur de la construction d'une alternative qui favorise les intérêts majoritaires du peuple. La lutte de celui-ci, dirigé par le parti LIBRE, est un exemple à suivre par ceux qui souffrent des funestes conséquences du néolibéralisme.

Condamner énergiquement le génocide permanent que commet l'extrême-droite qui gouverne la Colombie contre toute expression organisée du mouvement social et populaire grâce à l'acceptable assassinat systématique des dirigeants sociaux, des ex-guérilleros et des membres de leurs familles.

Exiger, en plus, la liberté de Simon Trinidad et des anciens guérilleros qui sont toujours en prison.

Exiger du Gouvernement colombien le respect total des Accords de Paix, vitaux pour que notre continent continue à être une zone de paix. De même, nous soutenons le parti FARC pour sa défense persistante des Accords et de leur application, ce qui constitue une inestimable contribution à la lutte pour la paix. Pour atteindre cette paix, nous demandons la reprise immédiate des dialogues avec l'Armée de Libération Nationale (ELN).

Dénoncer l'intervention des États-Unis au Nicaragua contre la Révolution sandiniste grâce à une inacceptable tentative de coup d'État vaincu par le peuple nicaraguayen dont le droit à la paix doit être défendu par tous. Les États-Unis n'arriveront pas à vaincre l'héroïque peuple de Sandino grâce à des sanctions économiques.

Apporter toute notre solidarité au FMLN dont les militants et le peuple sont victimes d'agressions et de revanchisme de la part de la droite locale au service des États-Unis grâce à a violation des droits conquis et pour les discréditer par la voie judiciaire comme c'est le cas, avec de graves faits de persécution politique et de violation des Droits de l'homme en Équateur, au Brésil, en Argentine. L'emprisonnement de Lula et de Jorge Glas ainsi que les poursuites judiciaires contre Cristina Fernandez de Kirchner, Rafael Correa et Ricardo Patino. Et nous exigeons la libération de tous les prisonniers politiques.

Soutenir, en Bolivie, la candidature d'Evo Morales et d'Alvaro García Linera qui, avec le soutien majoritaire du peuple, cherchent à développer, pendant leur quatrième mandat, « l'Ordre du Jour du Bicentenaire » pour en finir avec les dettes historiques du XIXe et du XXe siècle en suspens et à affronter les tâches du XXIe siècle dans des conditions d'indépendance et de pleine souveraineté politique.

Soutenir le binôme Daniel Martínez et Graciela Villar pour les élections para présidentielles en Uruguay, un binôme dont la victoire garantirait la continuité des politiques en faveur du peuple uruguayen et des lois favorables aux secteurs traditionnellement oubliés comme les travailleurs domestiques, les manoeuvres agricoles ou les personnes transsexuelles. Et la défense de la souveraineté et de la démocratie en Uruguay que les gouvernements du Front Large ont menées à bien.

Soutenir le mouvement populaire d'Argentine qui a réussi à former une alliance unitaire avec le Front de Tous qui a pour candidat à la présidence Alberto Fernandez et pour candidate à la vice-présidence Cristina Fernandez de Kirchner pour affronter le macrisme et ses politiques de faim, d'endettement, de répression et de renoncement à la souveraineté, aux prochaines élections d'octobre. La défaite de Macri et du néolibéralisme en Argentine serait une victoire de l'intégration de Notre Amérique et redonnerait du souffle aux luttes et aux résistances dans les autres pays.

Condamner la politique de Washington qui criminalise les émigrants, surtout ceux d'Amérique Centrale. C'est pourquoi nous condamnons et rejetons l'accord de contrôle migratoire entre les États-Unis et le Gouvernement du Guatemala, un pays dont la souveraineté est violée et dont le territoire, grâce à cet accord, se transformerait en prison virtuelle pour ceux qui souhaitent entrer aux États-Unis et leur prétention de faire la même chose avec le Mexique.

Soutenir le gouvernement du président Andres Manuel Lopez Obrador dont la victoire, avec une participation massive du peuple, a démontré qu'il n'y a pas du tout de fin de cycle progressiste, a ouvert des perspectives de changement en faveur de la grande majorité avec le programme de la Quatrième Transformation et peut représenter une reprise des processus d'intégration régionale autonome et souveraine de nos peuples, sous le principe de la libre autodétermination des peuples, de la non-intervention et de la résolution pacifique des conflits.

Rejeter toute forme de racisme, de discrimination sociale et de discrimination sexuelle. Donc, soutenir l'ordre du jour de lutte de la communauté LGBTTI.



Exiger le respect des droits des femmes violés par les politiques néolibérales. Défendre le rôle des femmes latino-américaines et caribéennes en tant que constructrices essentielles des processus de changement émancipateurs et de résistance active à la contre offensive néolibérale et à la perte des droits conquis. Soutenir les mobilisations féministes de masse en cours sur le continent. Sans l'apport des femmes, il sera impossible d'avancer vers la véritable indépendance de nos nations. Comprendre que la lutte pour l'égalité des sexes ne pourra triompher que si nous assumons la lutte pour l'égalité des classes. Ce n'est qu'en chassant le capitalisme qu'il sera possible d'éliminer le patriarcat.

Condamner toutes les formes de discrimination et de violence envers la femme, l'exclusion, la trafic et la traite des femmes et des enfants, l'exploitation sexuelle, l'assassinat de femmes et exiger un plus grand soutien et une plus grande protection des droits sexuels et des droits à la reproduction des femmes.

Condamner le trafic de drogues, le trafic de personnes et le terrorisme sous toutes leurs formes.

Défendre l'accès à l'eau comme Droit de l'Homme et comme droit des peuples à développer leur activité agricole, une source de richesse et de travail qui assure la souveraineté alimentaire et défendre l'environnement, la terre et les territoires.

Soutenir les exigences des États insulaires des Caraïbes à être indemnisés pour les dommages causés par l'esclavage.

Demander la levée inconditionnelle, totale et définitive du blocus économique, commercial et financier criminel contre Cuba que le Gouvernement des États-Unis a aggravé et qui constitue le principal obstacle au développement économique et social du pays et une violation flagrante et massive des Droits de l'Homme des Cubains. Dans le cadre de leur politique de siège de Cuba, ils ont appliqué la Loi Helms-Burton et active le chapitre III ainsi que d'autres mesures hostiles.

Exiger la restitution à Cuba du territoire qu'occupe la base navale de Guantanamo. Soutenir le revendication traditionnelle de l'Argentine sur la souveraineté des Îles Malouines, Georgias du Sud, Sandwich du Sud, Antartida Argentine et sur les espaces maritimes qui les entourent. Remettre en question, de plus, l'accord entre l'actuel gouvernement de l'Argentine et le Royaume-Uni signé en septembre 2016 et connu sous le nom de « ForadoriDuncan ».

Soutenir le droit au retour souverain de la Bolivie à l'océan Pacifique dans le cadre d'une nouvelle époque dans laquelle le dialogue entre le peuple chilien et le peuple bolivien construirait un accord de solidarité qui permette à la Bolivie d'avoir un accès à la mer pour les peuples qui apporter des jours meilleurs à la population en lui facilitant l'exploitation des ressources maritimes, l'exportation des produits organiques et le rencontre avec les cultures du monde entier grâce à un port souverain.

Défendre, respecter et garantir les droits et la culture des peuples originaires et afro-descendants.

Réclamer la décolonisation des Caraïbes et le soutien ferme de l'Indépendance de Porto Rico. Nous saluons les manifestations de masse du peuple portoricain contre la corruption du gouvernement colonial et annexionniste de Ricardo Rossello destinées défendre al dignité portoricaine.

Exiger la libération de Lula, victime d'un exercice du pouvoir judiciaire abusif, illégal et qui suscite l'indignation.

Rejeter la politique de l'Empire étasunien qui qualifie Cuba, le Nicaragua et le Venezuela de membres d'un soi-disant « axe du Mal ».

Défendre, en tant que l'un des objectifs centraux du FSP, la construction de l'unité anti-impérialiste

et antinéolibérale comme tactique et stratégie de victoire, en défense de la souveraineté, de l'indépendance, de la démocratie, de l'autodétermination et des Droits de l'Homme de Notre Amérique avec une action politique réelle des peuples.

Tout le spectre politique du FSP est un objectif prioritaire de la stratégie de déstabilisation destinée à renverser les Gouvernements de gauche, populaires et progressistes, à détruire leurs forces politiques et sociales, à criminaliser et à judiciaireiser leurs dirigeants et la protestation sociale.

L'identité du FSP — nous le réaffirmons — doit continuer à être anti-impérialiste et antinéolibérale, de soutien militant à tous les gouvernements de gauche, populaires et progressistes qui sont assiégés et de soutien aux causes justes des peuples.

« La meilleure façon de dire, c'est de faire. » Sur la base de cette maxime de José Martí, nous proposons de concentrer les efforts du FSP dans les principales directions suivantes, pendant les mois prochains :

Renforcer le FSP en tant qu'instance de concertation des efforts, de coopération et de solidarité mutuelle entre nos partis et nos mouvements sociaux. Pour cela, il sera essentiel de soutenir, en tant que nouveau moment mondial d'échange, la Rencontre anti-impérialiste de solidarité, pour la Démocratie et contre le Néolibéralisme qui aura lieu à La Havane, Cuba, du 1<sup>er</sup> au 3 novembre prochain, conformément à ce qu'a décidé le Groupe de travail à Managua. De même, nous appelons à faire des secrétariats régionaux du FSP des instruments de coordination et de communication beaucoup plus efficaces entre nos membres.

Multiplier les actions de solidarité mutuelle avec des initiatives qui démontrent la force de nos organisations et de nos peuples. Sur ce terrain, nous proposons d'augmenter la solidarité active envers les peuples et les Gouvernements de gauche qui sont harcelés par les États-Unis et la droite du continent. En même temps, nous appelons à faire de la solidarité envers tous les dirigeants de gauche en ce moment emprisonnés ou persécutés une question de principe. Le cas de Lula montre ce que nous pouvons faire en ce sens.

Faire, comme l'a décidé le GT à Managua, des tâches d'amélioration de la communication politique et de formation de nos cadres et de nos militants des sources prioritaires de travail grâce à des actions coordonnées entre nos forces. Reprendre l'étude et actualiser le Consensus de Notre Amérique qui condense les valeurs et les règles du programme partagées par de Forum, ce qui sera une bonne occasion pour débattre de ces bases et les enrichir.

***Jusqu'à la victoire, toujours !***

*(Traduction Françoise Lopez pour Bolivar Infos)*

---

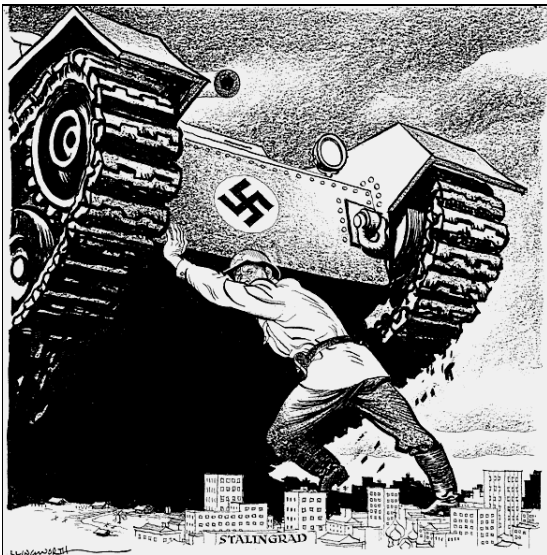
## **Le but des falsifications sur les origines de la Deuxième Guerre mondiale**

### **L'importance du pacte de non-agression signé par l'Union soviétique avec l'Allemagne nazie**

**- Dougal MacDonald -**

Le 23 août 1939, l'Union soviétique signait ce que l'on appelle maintenant le Pacte Molotov-Ribbentrop de non-agression avec l'Allemagne qui stipulait que l'Allemagne n'attaquerait pas l'Union soviétique et que l'Union soviétique n'attaquerait pas l'Allemagne. Les événements qui suivirent ont prouvé la clairvoyance de Staline. C'était la meilleure de toutes les possibilités qui s'offraient. Cela a donné à l'Union soviétique 22 mois de paix pour se préparer à l'inévitable invasion allemande que

Hitler avait annoncée dès 1925 dans son livre Mein Kampf dans lequel il déclarait ouvertement que l'Allemagne avait besoin de « tourner son regard vers les terres de l'Est ». Le pacte a également mis fin à la politique anglo-américaine et française qui consistait à inciter Hitler à avancer vers l'Est de manière à ce qu'une Union soviétique complètement isolée se retrouve confrontée aux énormes forces de l'Allemagne.



**La grande victoire soviétique contre les nazis à Stalingrad (gauche) ; la bannière de la paix et de la démocratie : des soldats de l'Armée rouge hissent le drapeau rouge sur le Reichstag à Berlin le 2 mai 1945, en signe de victoire contre le fascisme en Europe (photo de droite).**

Les nazis ont par la suite lancé leur invasion de l'Union soviétique, mais pas avant le 22 juin 1941. Cette invasion fut la plus grande opération militaire de l'Allemagne de toute la Deuxième Guerre mondiale. La résistance soviétique héroïque et prolongée des peuples soviétiques contre les hordes nazies pendant près de deux ans a conduit à la grande victoire de l'Union soviétique à Stalingrad le 2 février 1943, avec l'encerclement et la capitulation d'une armée allemande de 300 000 hommes. Ce fut le point tournant de toute la guerre. Stalingrad a été suivie d'une autre victoire décisive de l'Union soviétique à la bataille de Koursk. Ces victoires ont marqué le début de la puissante contre-offensive qui devait repousser les hitlériens jusqu'à la défaite du IIIe Reich à Berlin. Le 9 mai 1945, les forces antifascistes du monde, avec l'Union soviétique et les communistes de tous les pays à la tête du mouvement de résistance, proclamèrent la victoire sur les nazis. L'Allemagne fasciste fut forcée à la capitulation inconditionnelle.



**Des unités de Panzer traversent Proujany dans la partie ouest de la Biélorussie, en juin 1941, alors que débute l'invasion nazie de l'URSS.**

Aujourd'hui, ignorant ces faits incontestables, les réactionnaires utilisent l'anniversaire du pacte de non-agression pour promouvoir la désinformation intéressée qui présente la Russie comme leur ennemi et incite les peuples de ce qu'on appelle les démocraties occidentales à s'engager une fois de plus dans une campagne pour isoler la Russie, de même que la Chine. Ils se présentent comme les architectes de la grande victoire des peuples du monde contre l'Allemagne nazie. Ils ne cessent de calomnier les grands exploits de l'Union soviétique en faisant les mêmes déclarations que celles de Goebbels en 1939. Ils prennent bien soin d'ignorer ce que les Britanniques et les Français, appuyés par

les magnats de l'industrie américains, ont fait à Munich en déclarant ceci par exemple : « Le 25 août 1939, l'Union soviétique et l'Allemagne signèrent le Pacte Molotov-Ribbentrop qui mena à la

Deuxième Guerre mondiale, au massacre de millions de personnes et à l'holocauste. » Ce grand mensonge qui blâme l'Union soviétique pour la guerre vise à cacher les faits réels, qui sont que les deux principaux facteurs qui ont conduit à la guerre mondiale étaient les énormes investissements américains dans l'économie allemande, à commencer par le plan Dawes des États-Unis de 1924 avec lequel a été financée la reconstruction industrielle de l'Allemagne, en particulier son industrie de guerre, et la politique d'apaisement de l'Allemagne, de renonciation à la sécurité collective, qui reçut sa consécration à Munich le 29 septembre 1938.

Les grands mensonges concernant la prétendue alliance germano-soviétique ont débuté en janvier 1948 avec la publication par le Département d'État des États-Unis, en collaboration avec les ministères des affaires étrangères britannique et français, de matériaux provenant de notes du journal de fonctionnaires hitlériens, dans lesquels ce qui s'est produit à Munich n'est même pas mentionné ! Cela a lancé une nouvelle vague de calomnies et de mensonges liés au pacte de non-agression Molotov-Ribbentrop. Les documents allemands étaient tous écrits du point de vue du gouvernement hitlérien et ne comprenaient pas les documents saisis par les soviétiques ou les documents soviétiques. Il s'agissait d'une campagne délibérée de guerre froide des impérialistes anglo-américains contre l'Union soviétique. Le Bureau d'information soviétique a publié presque immédiatement un document très important pour les réfuter : la note « Falsificateurs de l'histoire » [1]. Ces mensonges sur le Pacte Molotov-Ribbentrop sont repris, notamment par le gouvernement canadien, qui les a utilisés en 1939 pour calomnier les communistes canadiens qu'il avait internés. En déclarant que l'Union soviétique était un ennemi, il a commencé à traiter les communistes internés comme les agents d'un ennemi du Canada. Aujourd'hui, l'objectif de la propagande au sujet de l'influence étrangère dans les élections vise à créer un climat qui facilite une politique étrangère qui ne sert pas le peuple canadien et les peuples du monde. Ce n'est pas par hasard que certains parmi ceux qui répandent cette propagande aujourd'hui sont les descendants des mêmes collaborateurs nazis qui ont semé la mort et la destruction dans toute l'Europe pendant la Deuxième Guerre mondiale.

Une falsification caractéristique est que le pacte Molotov-Ribbentrop n'était pas un pacte de non-agression, mais une « alliance militaire » afin de transmettre délibérément le mensonge selon lequel le pacte incluait un accord qui prévoyait que sous certaines conditions, l'Union soviétique communiste et l'Allemagne nazie anticommuniste pourraient engager une action militaire commune contre un pays tiers. Mais le pacte ne contenait pas un tel accord. Comme nous l'avons déjà dit, l'accord prévoyait seulement que les deux pays ne s'attaqueraient pas l'un l'autre. Même les réactionnaires endurcis sont maintenant forcés d'admettre que « l'Union soviétique a finalement joué un rôle majeur dans la défaite des nazis ». Toutefois, ils prétendent toujours qu'avant de se ranger dans la guerre du côté des Alliés, Staline « a aidé Hitler ». Si signer un pacte de non-agression était « aider Hitler », alors les Anglais et les Français avaient aidé déjà Hitler pendant au moins un an en signant de tels pactes l'année précédente et en refusant de signer un pacte de sécurité collective avec l'Union soviétique. Il est également significatif que ces mêmes cercles officiels ne mentionnent jamais que des sociétés américaines comme General Motors, Ford et Standard Oil ont fourni à la machine de guerre nazie des matériaux essentiels qui ont permis leur invasion de l'Europe.

En ce qui concerne le mensonge que la signature du pacte de non-agression par Staline est la cause de la Deuxième Guerre mondiale, il faut souligner que la Grande-Bretagne et la France avaient déjà signé une déclaration commune de non-agression avec l'Allemagne en 1938, sans oublier la signature du « Pacte d'entente et de collaboration » en 1933 peu de temps après l'accession d'Hitler au pouvoir. La Pologne avait signé un pacte de non-agression avec les nazis en 1934, cinq ans avant l'Union soviétique. De toutes les grandes puissances non-agressives de l'Europe, l'Union soviétique a été la dernière à se décider à un pacte avec les Allemands, auquel elle a été forcée par la renonciation à la sécurité collective de la Grande-Bretagne et de la France.

« Les événements de 1938, avant et après la prise de l'Autriche par Hitler, en mars, montrent que, comme elle l'avait fait quelques années plus tôt, l'Union soviétique s'efforçait de persuader

l'Angleterre et la France de maintenir une sécurité collective, et en particulier de prendre des mesures pour défendre la Tchécoslovaquie contre l'agresseur. (...) L'Union soviétique était non seulement disposée à se joindre aux armées françaises pour défendre la Tchécoslovaquie, si la France avait tenu sa parole, mais aussi, dans le cas d'un refus de la France, elle était prête à défendre seule la Tchécoslovaquie. »[2]

Tous les efforts de l'Union soviétique pour construire la sécurité collective ont échoué. La Grande-Bretagne et la France refusèrent de signer un pacte d'assistance mutuelle avec l'Union soviétique. Au lieu de cela, elles ont signé le Pacte de Munich avec l'Allemagne et l'Italie le 29 septembre 1938, qui a permis à l'Allemagne d'incorporer les Sudètes, lequel permit à l'Allemagne d'intégrer les Sudètes, ordonnait aux Tchèques de ne pas résister à l'agression nazie et donnait le feu vert aux nazis pour lancer leurs agressions dans toute l'Europe.



**Joseph Staline à la réunion du Soviet suprême en 1938**

Bien entendu, les réactionnaires ne veulent jamais discuter des accords de Munich, car ils étaient une trahison si flagrante des peuples du monde que même Winston Churchill, au parlement britannique, a déclaré au premier ministre Chamberlain : « Vous aviez le choix entre la guerre et le déshonneur. Vous avez choisi le déshonneur et vous aurez la guerre. » Il est indéniable que face à la trahison britannique et française, l'Union soviétique n'avait d'autre choix que de prendre toutes les mesures en son pouvoir pour se défendre et défendre la cause de la paix.

Pour donner un exemple de la politique d'apaisement envers Hitler, il y a le Mémoire #8604 envoyé à Moscou de Prague par les services de renseignement russes quelques jours avant la signature des accords de Munich : « Le 19 septembre, l'ambassadeur anglais, Newton, et l'ambassadeur français, Delacroix, ont transmis à Milan Hodza (premier ministre tchécoslovaque de 1935 à 1938), au nom de Chamberlain et de Daladier, les dispositions suivantes, respectueusement : 'Guidés par les nobles principes de maintien de la paix en Europe, ils estiment nécessaire de rattacher les Sudètes à l'Allemagne. Un système de pactes d'aide mutuelle entre la Tchécoslovaquie et d'autres pays devraient être annulés. ' » [3] Cette trahison du peuple tchèque, qui a conduit à l'occupation allemande, aurait été « guidée par les nobles principes de paix ». Pourtant, moins d'un an après avoir envahi la Tchécoslovaquie, l'Allemagne avait envahi la Pologne, le Danemark, la Norvège, la Belgique, les Pays-Bas, la France et la Grande-Bretagne.

Un autre mensonge souvent répété est que l'Union soviétique et l'Allemagne nazie avaient convenu dans le pacte Molotov-Ribbentrop de « se partager la Pologne », laissant entendre à tort que le pacte incluait un engagement à mener une action militaire commune contre un pays. Alors que les nazis ont envahi la Pologne le 1er septembre 1939, commettant l'un des pires crimes de guerre au monde et massacrant environ 6 millions de personnes dont la plus grande partie de l'intelligentsia polonaise et envoyant des travailleurs qui n'avaient pas été tués dans des camps de travaux forcés, le rôle de l'Union soviétique était totalement différent. L'armée soviétique est entrée en territoire polonais le 17 septembre, seulement après l'effondrement de l'État polonais, après l'effondrement de l'armée polonaise, après que le gouvernement avait cessé de fonctionner et que ses dirigeants aient fui. De plus, l'Union soviétique est entrée dans les territoires de l'Ukraine et de la Biélorussie que la Pologne avait annexés par la force pendant la guerre russo-polonaise de 1919-1921. La Pologne à cette époque faisait partie de l'alliance des 14 pays impérialistes qui ont envahi la République soviétique socialiste naissante pour l'étrangler, mais n'y sont pas parvenus. Environ 8 % seulement de la population d'Ukraine et de Biélorussie était d'origine polonaise.

Quel a été le résultat de l'entrée de l'armée soviétique en Pologne ?

« Grâce à l'intervention opportune de l'Union soviétique dans ces territoires qui avaient appartenu à l'État polonais maintenant effondré, Hitler dut accepter une ligne de démarcation entre ses troupes et l'Armée rouge bien à l'ouest de la frontière russo-polonaise. »[4] L'Armée rouge a sauvé des millions d'habitants d'Ukraine, y compris de nombreux Polonais, et de Biélorussie du sort qu'Hitler réservait au reste du peuple polonais. Même Winston Churchill a justifié publiquement l'entrée des Soviétiques en Pologne orientale comme étant nécessaire non seulement pour la sécurité des peuples de Pologne et d'Union soviétique, mais pour les peuples des États baltes et de l'Ukraine.

Le 1er octobre 1939, Churchill a déclaré ce qui suit à la radio : « Que les armées russes dussent tenir cette ligne [la ligne Curzon] , était évidemment nécessaire pour la sécurité de la Russie devant la menace nazie, déclara Winston Churchill à la radio le 1er octobre. Un front oriental a été créé que l'Allemagne nazie n'ose pas attaquer. Quand von Ribbentrop a été à Moscou la semaine dernière, ce fut pour apprendre et accepter le fait que les projets nazis en ce qui concerne les Pays baltes et l'Ukraine devaient rester au point mort. »

Les agissements infâmes des Anglo-Américains et des Français derrière le dos de l'Union soviétique ont provoqué la destruction des éléments de résistance collective établis contre l'Allemagne nazie. Ce sont les accords de Munich, l'acte de lâcheté ultime, signés par la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne et l'Italie qui ont mené à la Deuxième Guerre mondiale, au massacre de millions de personnes et à l'holocauste européen. Le verdict de l'histoire confirme la vérité au sujet de la trahison anglo-américaine et française des peuples du monde et au sujet du rôle héroïque de l'Union soviétique et de Staline dans la victoire sur les nazis. Aucun falsificateur de l'histoire ne peut changer ces faits.

« La résistance des peuples soviétiques sous la direction de Staline et du Parti communiste vint à bout de l'agresseur nazi. Cinquante millions de personnes ont été tuées et 35 millions ont été gravement blessés durant la Guerre antifasciste et ce sont les peuples de l'Union soviétique qui subirent le gros des pertes. »[5]

Il est inacceptable que les autorités canadiennes propagent des mensonges sur le pacte de non-agression entre l'Union soviétique et l'Allemagne, à tel point que le Parlement canadien a déclaré le 23 août la « journée du Ruban noir ». Les antifascistes canadiens n'accepteront jamais le bellicisme qui prétend être pour la paix.

## Notes

1. « Falsificateurs de l'histoire », Bureau d'Information Soviétique auprès du Conseil des Ministres de l'U.R.S.S., Moscou, 1948.

2. Staline « avait prévu déployer un million de soldats contre Hitler si la Grande-Bretagne et la France acceptaient le pacte » : Staline était « prêt à déployer plus d'un million de soldats soviétiques à la frontière allemande pour bloquer l'agression hitlérienne juste avant la Deuxième Guerre mondiale », Nick Holdsworth, *Telegraph*, 18 octobre 2008.

3. « Accords de Munich de 1938 : Moscou ouvre ses archives secrètes », Valeri Iarmolenko, RIA Novosti, 30 septembre 2008

4. Hardial Bains, *Les Causes et les leçons de la Seconde Guerre mondiale*, Institut MELS, Toronto, 1990.

5. « Le renversement du système impérialiste est la seule garantie de la paix », *Le Marxiste-Léniniste*, 11 mai 2010.

## Le 100e anniversaire du Traité de Versailles

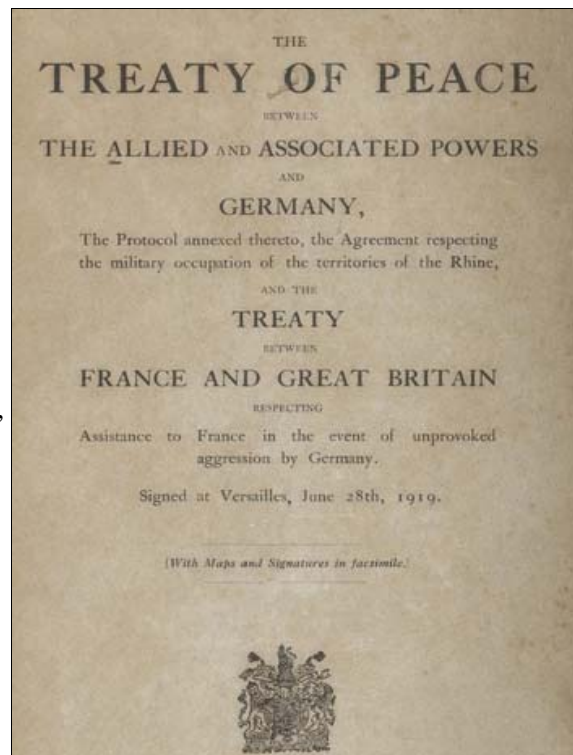
# Un traité inter-impérialiste de repartage du monde



Il y a cent ans, le 28 juin 1919, le Traité de Versailles qui a mis fin à la Première Guerre mondiale était signé à Paris par l'Allemagne et les puissances alliées du Royaume-Uni, de la France et des États-Unis. Tous ces pays ont joué un rôle principal dans la provocation et le déclenchement de cette guerre catastrophique qui a duré plus de quatre ans et dont le but était le repartage du monde entre les puissances impériales. Cette guerre a entraîné le massacre d'environ 15 à 19 millions de soldats et de civils. À ces morts, s'ajoutent 23 millions de blessés et d'invalides de guerre et des millions morts des causes liées à la guerre, dont la famine et la maladie

Le Traité de Versailles faisait suite à des mois de négociations entre les grandes puissances. L'Allemagne vaincue a été exclue de la plus grande partie des négociations. La Russie soviétique nouvellement formée a complètement été exclue, même si la Russie avait été forcée de céder de vastes territoires, ressources et population à l'Allemagne pendant la guerre et lors du Traité de Brest-Litovsk. D'autres pays plus petits et moins puissants, comme le Canada, qui avait combattu du côté des alliés pendant la guerre, ont obtenu un nombre symbolique de sièges dans les négociations, mais il ne fait aucun doute que les trois grandes puissances victorieuses, le Royaume-Uni, la France et les États-Unis, étaient aux commandes décidées à se venger de l'Allemagne et de ses alliés, dont l'Empire ottoman.

L'Allemagne a signé cet accord mauvais et prédateur sous le coup d'un ultimatum, les alliés ayant émis une déclaration que si l'Allemagne refusait de signer le document, elle serait envahie dans les vingt-quatre heures et la guerre reprendrait.



Le traité, qui comprenait 15 parties et 440 articles, était particulièrement sévère et draconien. En effet, les termes ont été lus aux représentants allemands d'une manière humiliante sans discussion ni même questions autorisées.

De nouvelles frontières ont été tracées par lesquelles une partie considérable de territoires précédemment situés dans les frontières de l'Allemagne étaient enlevés et cédés à la France, la Belgique, la Pologne et à d'autres pays. Au total, l'Allemagne perdait 65 000 kilomètres carrés de territoire et 7 millions d'habitants. De plus, elle a été dépouillée de la plupart de ses colonies, son armée soumise à de sévères restrictions et elle a dû accepter la responsabilité des pertes et des dommages subis par les alliés.

Aux termes du traité, l'Allemagne devait payer un montant énorme de 132 milliards de marks (environ 442 milliards de dollars américains) en réparations, un montant que l'Allemagne, en pleine dépression économique après la guerre, n'était pas en mesure de payer. Quand à elles, les puissances alliées victorieuses étaient profondément divisées quant à l'ampleur des réparations que l'Allemagne devait payer. La France voulait paralyser définitivement l'Allemagne sur les fronts économique, politique et militaire, alors que le Royaume-Uni visait à maintenir l'Allemagne à flot juste assez pour l'utiliser dans sa rivalité avec la France dans l'après-guerre.

De l'autre côté de l'océan, les États-Unis voulaient utiliser le traité pour étendre leur influence impériale en Europe, ainsi que pour recouvrer l'énorme dette contractée envers eux par les pays européens au cours de la guerre. En fin de compte, les puissances victorieuses sont parvenues à un compromis qui n'a satisfait personne, qui a engendré une plus grande expansion coloniale et des agressions pour le partage du monde et a conduit à la montée du nazisme et du fascisme et au déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale.

Étrangement, certains prétendent que la participation marginale du Canada aux négociations du Traité de Versailles a été un « moment déterminant » de l'histoire du Canada, où le Canada s'est « tenu debout » pour la première fois en tant que pays indépendant et a acquis le statut de grande puissance.

Ces déclarations chauvines font partie de la désinformation massive au sujet de la Première Guerre mondiale qui veut faire croire que ce terrible conflit faisait partie de la lutte pour sauver la « civilisation occidentale » et « mettre fin à l'agression impérialiste » et qui cache le fait que la guerre a éclaté à cause de l'agression et des buts prédateurs des ces mêmes grandes puissances, comme la Grande-Bretagne et la France, dont le Canada était un allié.

Loin d'établir son identité nationale, le Canada a participé à la Première Guerre mondiale en tant que partie de l'empire britannique. On lui a donné un rôle de laquais dans les négociations du Traité de Versailles, ce qui a souligné son rôle de serviteur de l'empire et des grandes puissances de l'époque. À ce moment-là comme aujourd'hui, le rôle du Canada dans l'agression impérialiste est un affront au désir des travailleurs que le Canada soit un pays qui soutient la paix internationale et défend sa propre souveraineté de même que celle des autres.



---

## Note aux lecteurs

En prévision de la prochaine élection fédérale, *Le Marxiste-Léniniste* et *Forum ouvrier* vont cesser de paraître jusqu'après l'élection du 21 octobre. À partir de la Fête du travail, le Parti marxiste-léniniste du Canada publiera *Le Renouveau* de façon régulière afin d'informer les lecteurs sur les développements qui se produisent et de s'assurer que les travailleurs aient un journal qui publie ce qu'ils ont à dire sur les sujets qui les préoccupent.



Le site Web pccml.ca sera également mis à jour quotidiennement. Veuillez nous envoyer vos articles, reportages, photos, questions et commentaires et n'oubliez pas de nous appuyer financièrement pour que nous puissions continuer ce travail ! Nous remercions tous ceux qui continuent de recruter des abonnés - une tâche très importante !

*Nos salutations chaleureuses,  
L'équipe technique et éditoriale*



---

**(Pour voir les articles individuellement, cliquer sur le titre de l'article.)**

**PDF**

**Lisez *Le Marxiste-Léniniste***

**Site web: [www.pccml.ca](http://www.pccml.ca) Courriel: [redaction@cpcml.ca](mailto:redaction@cpcml.ca)**